

By

EW'AG

AVRIL 2025 N° 193

ASSURANCE

5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre

CEPAC

Un terrain de basket relooké au Moule

EUROPE

Un cap vers l'égalité ?

Dauphin telecom

Delphine Thimothée, responsable du service facturation et recouvrement

Edwina Thomas, assistante facturation

Wen Dalli, comptable

« UNE FACTURATION BIEN GÉRÉE EST UN LEVIER DE PERFORMANCE »

DOSSIER
ÉCONOMIE VERTE

ZOOM SUR UNE GÉNÉRATION ENGAGÉE

Le
CWTC
devient le
CBC

Avec le paiement en **4x**

**PLUS BESOIN DE VOUS PLIER EN 4
POUR LOUER UN VÉHICULE.**



☎ 0590 971 000

Les mêmes véhicules que nos concurrents,
le prix en moins. **À VOUS DE CHOISIR !**

AUTO-DISCOUNT.fr

Battre la chamade

« [...] il faudra des réformes, des choix, du courage », a déclaré, l'air grave, Emmanuel Macron, lors de l'adresse aux Français du 5 mars dernier. À l'heure où le réarmement de la France annonce les soubresauts du passage à une économie de guerre, une nouvelle ère se dessine sous nos yeux. L'Europe est sur ses gardes, craignant l'explosion.

La rédaction a fait le choix d'écrire un autre scénario, en braquant son regard sur un avenir plus radieux. À contre-courant de l'actualité, notre dossier interroge les choix et le courage d'une génération engagée pour la protection de l'environnement. Un choix assumé, bien au-delà de simples responsabilités professionnelles ; un engagement chevillé au corps et le courage, parfois, de défendre leurs positions contre les plus réticents.

Les choix, l'engagement et le courage sont aussi ceux du réalisateur Nelson Foix, pour qui la route a été longue pour faire de son court métrage *Ti moun aw*, le sensationnel *Zion*. C'est le cœur battant que l'on a suivi la folle épopée de Chris, et que nous vous avons tendu le micro à l'issue de la projection.

La philosophe Cynthia Fleury, invitée en radio, le 25 mars dernier, à l'occasion de la première édition des rencontres philosophiques organisées dans plusieurs lycées, aux Antilles et en Guyane, répondait à la question de *la place de l'humain à notre époque*. Une place centrale, mais fragilisée par les bouleversements de notre société où, « chacun se regarde en train de faire plutôt que de se dire qu'est-ce que ma vie ? ». Face à ce constat, la philosophie « qui se loge dans cette différence entre le simulacre, le réel, la réalité sociale, tout à coup, fait advenir des nouveaux possibles en libérant l'aptitude à penser des hommes ».

Faire advenir de nouveaux possibles... Ici et maintenant.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane



L'avant
première de
ZION

édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas
Colette Coursaget - Laetitia Juraver
Laurie-Anne Antoine
Marie Ozier-Lafontaine
Sarah Balay - Sandrine Chopot
Thomas Thurar

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (06 91 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

Community manager (alternance)
Noémie Marlet

VIDÉO
Directeur du pôle vidéo
Robin Lelièvre (0690 34 90 01)

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoureux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Elles ont contribué à ce numéro



Emilie Valérius
Directrice commerciale



Noémie Marlet
Alternante / Community management & création de contenu



Marie Ozier-Lafontaine
Rédactrice

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?



Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info





À LA UNE

8/ **Dauphin Telecom.** La facturation : les travailleurs de l'ombre !

TERRITOIRES

12/ Outre-Mer et droits humains : un cap vers l'égalité ?

14/ Image du mois

16/ Brèves

20/ **UDE-MEDEF.** L'État doit nous entendre !

26/ **EDF.** Un tremplin pour l'innovation locale

28/ **"Que cherchez-vous ?"** « Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

ENTREPRISES

30/ **Carrière d'Ultramarin.**

Rêver grand, agir fort

32/ **CEPAC.** Être utile aux territoires !

34/ **FIDUCIAL.** Partenaire stratégique

36/ **Réseau Entreprendre Guadeloupe.** La réciprocité, une des clés de la pérennité

DOSSIER

// **Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale**

40/ Dossier de la rédaction

52/ **CARL.** Jouer collectif pour mieux-vivre ensemble !

54/ **CANBT.** Un développement économique ancré dans le durable

58/ **50 pas géométriques.** Les abeilles butinent à val de l'orge !

60/ **L'aéroport Guadeloupe-Maryse Condé :** un modèle environnemental

EXPERTISE

62/ « Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes »

64/ **Syndicat National de la Banque.** « Notre atout, c'est d'avoir une proximité en ruralité »

66/ **Crédit Mutuel.** Pourquoi s'intéresser à l'épargne salariale ?

68/ **CAAG.** 5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre !

70/ **Bonfilon.info.** Et si on remplaçait la lettre de motivation par... ?

72/ Chômage des séniors, la nouvelle donne

LIFESTYLE

74/ Préserver le souvenir

76/ Littérature

77/ Instant déco avec Chloé Lasserre

78/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la pensée décoloniale

79/ En balade avec Ludovic Louis

80/ **Ewag buzz :** ce qu'il ne fallait pas louper

Sommaire

LA FACTURATION : LES TRAVAILLEURS DE L'OMBRE !

Peu visibles, ils sont pourtant un socle solide autant qu'indispensable : les collaborateurs chargés de la facturation et du recouvrement chez Dauphin Telecom s'emploient au quotidien à asseoir la sécurité financière de leur entreprise, autant qu'à assurer la pleine satisfaction de leur clientèle. Entretien avec **Delphine Thimothée**, responsable du service facturation et recouvrement du groupe **Dauphin Telecom**, **Edwina Thomas**, assistante facturation et recouvrement et **Wen Dalli**, comptable.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Combien de personnes sont en charge du service facturation recouvrement chez Dauphin Telecom ?

Delphine Thimothée : Nous sommes une équipe de six collaborateurs (bientôt sept car nous sommes en procédure de recrutement) répartie entre la Guadeloupe et Saint-Martin. Nous gérons les 5 départements que sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. La facturation et le recouvrement de l'ensemble des clients sont donc internalisés.

Quel volume de facturation cela représente-t-il au total ?

Edwina Thomas : Aujourd'hui la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane ensemble représentent environ 5 000 factures réparties entre les segments B2C et B2B. Nos clients B2C sont localisés essentiellement sur les communes de Sainte-Anne et Saint-François (Manganao) en Guadeloupe, mais aussi sur la zone de Beaugard en Martinique.

Néanmoins, notre activité sur ces territoires cible majoritairement le secteur B2B, qui représente un peu plus de la moitié de nos clients.

Les îles du Nord, elles, représentent un volume d'environ 11 000 factures tous segments confondus.

Quelle forme de facturation privilégiez-vous et pourquoi ?

D. T. : Dauphin Telecom facture ses clients pros et particuliers, sous la forme d'abonnement mensuel. Cette périodicité n'a pas été choisie au hasard et répond à plusieurs critères : assurer un revenu récurrent et une meilleure gestion de la trésorerie pour Dauphin Telecom, mais aussi offrir plus de flexibilité à nos clients. Répartir les coûts liés à leur abonnement téléphonique sur plusieurs mois est ressenti comme un avantage déterminant pour les particuliers, comme pour les entreprises. Ne pas avoir à déboursier annuellement une grosse somme et bénéficier d'un suivi régulier des dépenses sont des atouts.

**DAUPHIN
TELECOM :
UN OPÉRATEUR
ENGAGÉ AUX
ANTILLES-GUYANE**

Fondé en 1998 à Saint-Martin, Dauphin Telecom est un opérateur indépendant de télécommunications présent sur cinq territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Guadeloupe, Martinique et Guyane. Fort de près de 130 collaborateurs, le groupe met son savoir-faire au service des particuliers, entreprises et professionnels.

Wen Dalli, comptable, Delphine Thimothée, responsable du service facturation et recouvrement du groupe Dauphin Telecom et Edwina Thomas, assistante facturation

LE PARTENAIRE DE CONFIANCE DES ENTREPRISES.

Dauphin Telecom Business propose des solutions technologiques performantes, sécurisées et adaptées aux spécificités de chaque entreprise et territoire, pour accompagner leur transformation numérique. Grâce à 27 ans d'expérience, une équipe spécialisée et une approche fondée sur l'écoute, la proximité et l'adaptabilité. Dauphin Telecom conseille et accompagne ses clients pour une connectivité optimale et une continuité d'activité assurée.

- Communication unifiée
- Connexion internet très haut débit
- Solutions cloud
- Interconnexion des sites distants

Quelle place occupe le service facturation chez Dauphin Telecom ?

D. T. : Le service facturation interagit au quotidien avec les autres services, notamment le service commercial et le service technique. Dauphin Telecom est une entreprise à taille humaine, ce qui favorise des échanges constructifs. Nous effectuons en interne un suivi des dossiers clients. Cela nous permet de mettre en place une facturation fluide et conforme. Nous sommes aussi, comme nous aimons à le dire, des « travailleurs de l'ombre » : peu visibles finalement, mais indispensables à plus d'un titre. Notamment parce que nous concrétisons le travail initié par les commerciaux, qui présentent et vendent nos solutions. Un travail qui est ensuite finalisé par les techniciens lorsqu'ils interviennent chez les clients pour l'installation finale.

Comment définiriez-vous l'impact de votre travail pour Dauphin Telecom ?

D.T. : Notre objectif, c'est, bien sûr, d'assurer une facturation bien gérée ! Et une facturation bien gérée, c'est indéniablement pour Dauphin Telecom, un levier de performance. Déjà, bien évidemment, parce que cela permet de sécuriser la trésorerie de l'entreprise. Autrement dit d'assurer la vie de l'entreprise et de ses salariés, mais aussi la qualité des services offerts à nos clients. Lorsqu'on réduit notablement les délais de facturation, on a forcément une réduction des délais de paiement. Cela accroît en conséquence la stabilité financière de Dauphin Telecom, tout en permettant d'entretenir de bonnes relations avec notre clientèle.

Le service comptabilité est votre partenaire privilégié...

Wen Dalli : Effectivement, on ne peut parler facturation sans évoquer la comptabilité. Je suis le comptable de Dauphin Telecom, basé en Guadeloupe, j'assure le suivi des comptes clients au quotidien et mets en exergue le sujet sensible du recouvrement. Notre politique de recouvrement privilégie le recours amiable, compte tenu du profil de nos clients B2B.

Quelles sont les solutions amiables que vous proposez ?

E. T. : Nous proposons généralement des solutions sur la base d'échéanciers. Nous prenons en compte les difficultés spécifiques de clients qui ne parviennent pas à honorer leurs factures. Nous mettons ainsi en place des solutions de paiement, tout en maintenant le service auquel ils ont souscrit. Nous sommes attentifs à trouver des solutions pour ne pas priver le client, surtout le client professionnel, de ce qui est généralement un outil de travail majeur pour lui.

Vous êtes donc sensibles à la proximité avec vos clients et prônez le dialogue, quelles qualités particulières cela nécessite-t-il ?

D. T. : Une des forces de Dauphin Telecom, c'est effectivement sa proximité client, que ce soit au travers du service commercial, du service technique ou du service facturation. Nous prônons l'écoute, le dialogue et faisons preuve d'adaptabilité, mais aussi de fermeté quand c'est nécessaire. Nous sommes ainsi à l'écoute des clients qui peuvent nous faire part de leurs problèmes particuliers. Nous engageons toujours un dialogue, traitant les clients, notamment les professionnels, au cas par cas, sans appliquer des relances figées et automatisées. Cela nous permet de mettre en œuvre des outils adaptés, autant que possible, aux cas particuliers rencontrés. Même si nous faisons aussi preuve de fermeté sur le respect des règles contractuelles, attentifs à assurer la bonne santé de notre entreprise, sans mettre en péril celle de nos clients.

Comment évolue la facturation ?

D. T. : La digitalisation de la facturation s'impose progressivement comme un standard dans les échanges B2B et B2C. Ces dernières années, nous travaillons à performer nos process grâce à nos ressources en interne (service développement) et à nos partenariats. L'automatisation des tâches dites répétitives (saisie manuelle des contrats, saisie d'écritures comptables...) constitue un gain de temps et une réduction des erreurs.

Enfin, quels avantages majeurs cela représente-t-il ?

D. T. : Ces évolutions ont permis la communication entre nos différents outils techniques, commerciaux et facturation, visant à optimiser le suivi clients de bout en bout. Cela a aussi un impact sur le rôle des collaborateurs vers du contrôle-validation. Côté client, la mise en place d'un extranet dédié leur permettant d'accéder à un espace personnalisé afin d'effectuer des démarches telles que la consultation et le paiement en ligne des factures, la résiliation en 3 clics, la souscription, modification de contrats, etc. Nous prenons également la transition vers la dématérialisation de la facturation clients obligatoire à compter du 1er septembre 2027.

« Une facturation bien gérée, c'est indéniablement pour Dauphin Telecom, un levier de performance. »

Delphine Thimothée,
responsable du service
facturation et recouvrement

LA DÉMATÉRIALISATION OBLIGATOIRE !

La loi impose une facturation électronique à partir du 1er septembre 2027 via des plateformes de dématérialisation partenaires (PDP), qui sont des intermédiaires, agréés par l'État, chargés d'assurer l'émission, la transmission et la réception des factures électroniques entre entreprises (B2B). Elles peuvent aussi transmettre les données de facturation et de transaction à l'Administration fiscale via le Portail public de facturation (PPF).

OUTRE-MER ET DROITS HUMAINS : UN CAP VERS L'ÉGALITÉ ?

Depuis 2023, l'association Kimbé Rèd FWI se bat pour l'application de la Charte sociale européenne aux territoires ultramarins. Un combat qui pourrait changer l'Histoire.

Texte Sarah Balay

Difficultés d'accès à l'eau potable, pollution au chlordécone, vie chère sont autant d'enjeux spécifiques à nos territoires qui pourraient être davantage pris en compte si la Charte sociale européenne, adoptée en 1961, et ratifiée par la France en 1973, leur était appliquée.

Cette charte est un traité international des droits humains et sociaux (travail, protection sociale, éducation, santé, logement, eau, électricité, protection contre la pauvreté...). « Ce texte permet d'augmenter la protection des droits humains dans ces domaines par différents mécanismes », explique Sabrina Cajoly, juriste, experte en droit international des droits humains et fondatrice de Kimbé Rèd - French West Indies (F.W.I.). « Son garant, le Comité européen des droits sociaux (CEDS), veille à son application par deux moyens : un contrôle quasiment permanent via des rapports que la France doit soumettre pour justifier sa mise en œuvre de la Charte et un mécanisme de plaintes collectives. » Problème : la France n'a jamais fait la déclaration qui permet d'inclure les territoires français dits d'Outre-Mer alors « qu'une ligne seulement au Conseil de l'Europe suffit ». Pire : elle s'y est officiellement opposée le 15 mai 2024.

Résultats : « Depuis 50 ans, ces territoires ne sont pas couverts dans les rapports périodiques de la France sur les droits économiques et sociaux et n'ont jamais bénéficié d'une plainte collective devant le CEDS du Conseil de l'Europe », poursuit la juriste.

Dans sa déclaration du 27 septembre 2024, la Commission nationale constitutive des droits de l'Homme (CNC DH) a indiqué que cette exclusion était « contraire à la constitution française et au droit international et européen des droits humains et constitutive d'une clause coloniale inacceptable de nos jours ».

SOLUTIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La donne pourrait toutefois changer ces prochains mois grâce au combat mené depuis 2023, par l'association Kimbé Rèd, portée par Sabrina Cajoly. Une lutte sans relâche pour que les droits humains soient respectés en Outre-mer : courriers officiels, lettres ouvertes (la dernière a été adressée à Manuel Valls, ministre des Outre-mer, lors de sa visite officielle aux Antilles, du 14 au 19 mars 2025), saisine des Nations Unies, question écrite au gouvernement par le député guadeloupéen Eli Califer, lancement de la pétition Tous humains avec plus de 3 000 signatures, audition devant la délégation aux Outre-Mer de l'Assemblée nationale le 19 février 2025 encourageant députés et sénateurs à interpeller le gouvernement. En décembre 2024, Sabrina Cajoly parvient même à être reçue par les autorités françaises et reçoit le soutien d'Isabelle Rome, ambassadrice aux Droits de l'Homme au sein du ministère des Affaires étrangères.

L'adhésion des territoires ultramarins à la Charte sociale entraînerait, dans un premier temps, la recevabilité d'une réclamation collective portée par Kimbé Rèd depuis mars 2024 et appuyée par la FIDH* concernant l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles. « Si nous obtenons gain de cause, cela pourrait déboucher sur des solutions favorables dans tous les domaines économiques et sociaux et dans tous les Outre-mer. »

UN LEVIER SUPPLÉMENTAIRE

« Pour la protection de l'environnement et contre la vie chère, mais aussi pour des réparations, des compensations et des indemnités pour toutes les victimes de la pollution au chlordécone et du manque d'accès à l'eau potable », poursuit Sabrina Cajoly.

En effet, même si la France ne reconnaît pas officiellement de caractère contraignant aux décisions, du CEDS, le Conseil de l'Europe rappelle que les États ont une obligation de « bonne foi » – un principe de droit essentiel – d'appliquer les décisions du CEDS dans la mesure où la Charte et le Protocole de réclamations collectives sont eux, tous deux, des traités contraignants et supérieurs à nos lois. Pour s'en assurer, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe est d'ailleurs chargé de vérifier annuellement l'application effective des décisions du CEDS, comme il le fait pour les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). « De plus, sans obligation formelle, certains pays coopèrent souvent plus facilement », souligne la fondatrice de Kimbé Rèd. « Et en pratique, la France y est sensible : par exemple, condamnée par le CEDS en matière de handicap en 2023, la France a immédiatement pris une série de mesures politiques, débloqué des budgets supplémentaires, et mis un point d'honneur à promouvoir les Jeux paralympiques, en 2024. De plus, pour la société civile, ces décisions représentent un levier supplémentaire : en cas de manquement, des actions en justice peuvent être engagées devant les juridictions françaises, donnant ainsi du poids à la démarche. » À suivre.

*FIDH : fédération internationale pour les droits humains.

Le 31 mars 2025, le CEDS du Conseil de l'Europe a déclaré irrecevable la réclamation collective contre la France au motif qu'elle n'a pas fait la déclaration nécessaire pour inclure les Outre-mer dans la Charte sociale européenne. Les trois organisations signataires (Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Ligue des droits de l'Homme (LDH) et Kimbé Rèd F.W.I) enjoignent le gouvernement français de prononcer immédiatement l'extension de la Charte à ses territoires dits « d'Outre-mer » et demandent des mesures immédiates pour soulager la population face aux coupures d'eau dans l'attente de politiques publiques à la hauteur des enjeux.

Première réclamation collective sur l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles

Même avec toute la bonne volonté et les ressources nécessaires, la situation de l'accès à l'eau potable, en Guadeloupe, ne peut pas se résoudre rapidement. Dans sa réclamation collective de mars 2024, adressée au Comité européen des droits sociaux, Kimbé Rèd, demande à ce que soient prises des mesures d'urgence immédiates pour s'assurer d'une continuité de l'accès à l'eau potable dans l'attente de solutions durables : distribution de bonbonnes, de citernes tampon, de citernes de récupération d'eau pluie, de fontaines domestiques, sans oublier l'allègement ou l'annulation des factures, l'information en temps réel des coupures et des pollutions prolongées de l'eau et la traçabilité du chlordécone dans l'alimentation. Pour renforcer sa démarche, Kimbé Rèd s'est également tournée vers les Nations unies. En deux ans, plus de 70 experts ont émis, à de nombreuses reprises, des recommandations à destination de l'État français, lui demandant d'assumer ses responsabilités et de mettre en place des mesures d'urgence, mais aussi d'apporter des réparations (telles que la dépollution de l'environnement) et des indemnités à toutes les victimes – au sens le plus large possible, y compris les femmes et les enfants notamment – tant du défaut d'accès à l'eau potable que de l'empoisonnement au chlordécone.

UNE BOUTEILLE À LA MER

Tout reste à faire ? Sans doute, à en croire les politiques, scientifiques et personnalités associatives qui sont intervenus, fin mars, au sommet SOS Océan à Paris. Deux mois avant la prochaine Conférence des Nations unies pour l'Océan qui se tiendra en juin à Nice, il s'agissait de mobiliser les esprits, donner les grandes lignes et sans doute aussi se convaincre que les pays du monde entier parviendront à préserver le plus grand écosystème de la planète. Rappelées par Emmanuel Macron, plusieurs batailles sont au cœur des discussions : un moratoire sur l'exploitation des grands fonds marins, la fin de la pêche illégale, la ratification par 60 pays du rapport de l'ONU sur « la conservation et l'utilisation durable » de la haute mer, la protection de 30 % des océans (8,5 % actuellement). Du 3 au 6 juin, 2 000 scientifiques d'une centaine de pays poseront les termes pour convaincre, à nouveau, les chefs d'État de protéger le bien commun : des océans « qui absorbent plus de 90 % de la chaleur générée par les activités humaines et génèrent près de la moitié de l'oxygène que nous respirons* ».

**mer.gouv.fr*

SOS OCEAN

2,1 MILLIONS
C'EST LE NOMBRE DE
PASSAGERS COMPTABILISÉS
EN 2024 PAR L'AÉROPORT
DE GUADELOUPE-MARYSE
CONDÉ. UN CHIFFRE STABLE
PAR RAPPORT À 2023.



© AIR CARAÏBES

ANTILLES

Reconnais- sance et performance

Dans le prestigieux palmarès World best airlines awards 2025, Air Caraïbes se place à la 16e position au niveau mondial et 1re compagnie française. Le classement des 25 meilleures compagnies aériennes repose sur des critères rigoureux tels que la sécurité, la ponctualité et la conformité réglementaire, mais aussi sur des aspects plus subjectifs comme les avis de passagers, la qualité du service client et le confort à bord. Air France se situe à 21e place, Air Câlin (Pacifique) à la 23e place et Air Mauritius à la 24e.



© Tecnam

GUADELOUPE

MARIE-GALANTE, VUE DU CIEL

Depuis quelques semaines, une nouvelle ligne aérienne, Air Inter Îles, relie la Guadeloupe à l'île de Marie-Galante. Au programme : trois rotations hebdomadaires à bord d'un avion Tecnam P2012 d'une capacité de neuf passagers pour 20 minutes de vol. Rapide et efficace.



© gettyimages

OUTRE-MER

ACTIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

Début mars, le Sénat a adopté plusieurs mesures pour encourager la concurrence et lutter contre l'opacité sur les prix. Il s'agit d'une proposition de loi du sénateur socialiste Victorin Lurel, ancien ministre des Outre-mer. Il s'agit, par exemple, d'obliger les dirigeants d'entreprise défaillants à déposer les comptes de leurs sociétés ou encore d'approuver le lancement d'un dispositif expérimental visant à plafonner les marges arrière, ristournes appliquées par un fournisseur à son distributeur à l'issue d'un exercice comptable. Il est aussi question de réduire les seuils à partir desquels les opérations de « concentrations d'entreprises » doivent être déclarées à l'Autorité de la concurrence. Pour être adopté, le texte socialiste devra ensuite être soumis à l'examen de l'Assemblée nationale.



ANTILLES

Des baleines sinon rien

Une mission de géophysique marine, pilotée par l'université des Antilles et le CNRS, devait commencer mi-mars pour explorer l'arc antillais et les eaux territoriales de plusieurs pays en vue d'une évaluation du risque sismique. Une juge des référés du tribunal administratif de Fort-de-France a suspendu cette campagne, à la suite d'un dépôt de plainte d'associations environnementales, en raison de risques pour les baleines à bosse et les cachalots.

MAYOTTE

ART FÉMININ

Le Debaa de Mayotte, pratique artistique et spirituelle, alliant poésie, danse, chant et musique, majoritairement pratiqué par des femmes, a été inscrit au patrimoine culturel immatériel national.



© kamandjati



© Andrew Caballero-Reynolds

MARTINIQUE

Au cœur de la Caraïbe

La Martinique est officiellement adhérente à la CARICOM, communauté des Caraïbes. Une adhésion qui ouvre la voie à de nouvelles opportunités en matière d'échanges commerciaux, de mobilité, de coopération culturelle et patrimoniale ainsi que de stratégies environnementales et climatiques communes.

Il a dit

« Pendant des années, j'ai réfléchi à comment organiser un tournoi. Et c'est en partie grâce aux Jeux de Paris que j'ai trouvé les idées. J'ai imaginé comment j'avais envie de le voir, avec de la musique, du spectacle, des challenges... Paris, c'est vrai que c'était x10 par rapport à tout ce que j'ai reçu comme amour pendant toute ma carrière. Et en fait, c'était ma manière autour d'un événement de redonner et de faire kiffer tous ces gens qui m'ont toujours accompagné. »

Teddy Riner, quintuple champion olympique de judo guadeloupéen, à l'AFP pour évoquer la Riner Cup, sa propre compétition de judo organisée les 5 et 6 avril, à Asnières, dans les Hauts-de-Seine.



© LeParisien

DEPUIS 30 ANS À VOS CÔTÉS... IL EST TEMPS D'ÉVOLUER : LE CWTC DEVIENT LE CARIBBEAN BUSINESS CENTER (CBC)

Photo Lou Denim

Une page se tourne pour le centre d'affaires connu sous le nom de Complexe World Trade Center (CWTC). Aujourd'hui, il se réinvente et se dote d'une nouvelle identité : le Caribbean Business Center (CBC). Ce changement marque une étape décisive dans son développement et traduit une ambition renouvelée au service des entreprises de la région... Explications avec sa responsable, Murielle Ousselin.

LE CWTC, COMPLEXE WORLD TRADE CENTER, DEVIENT LE CBC, CARIBBEAN BUSINESS CENTER

À sa création en 1994, la CCI IG avait adhéré à la World Trade Center Association afin de favoriser son développement international. Cependant le coût de cette adhésion et les bénéfices retirés ont conduit la Chambre consulaire à prendre une autre orientation, impliquant par la même occasion ce changement de nom. Caribbean Business Center renforce la volonté de la CCI IG de bien marquer notre ancrage caribéen. L'adoption du nom Caribbean Business Center n'est pas anodine. Elle repose sur trois piliers fondamentaux :

- « **Caribbean** », une affirmation forte de son ancrage géographique et culturel.
- « **Business** », une référence explicite à sa mission d'accompagnement des entreprises, qu'il s'agisse de start-ups, de TPE/PME ou de grands groupes.
- « **Center** », l'affirmation de son ambition en tant que véritable hub d'échanges, d'opportunités et de collaborations économiques.



Tatiana Etienne (agent technique), Murielle Ousselin (responsable d'exploitation CBC ex CWTC), Ericka Pies (agente d'accueil) et Orlane Dorocant (chargée marketing-relation clients). Au premier plan : Thierry Martily (réfèrent technique) et Axel Monfredo (agent technique)

L'inauguration du Caribbean Business Center aura lieu le 28 avril. Cela marquera aussi l'entrée dans une nouvelle dynamique, avec une nouvelle identité visuelle, un nouveau logo jaune et bleu, plus moderne et contemporain, qui reprend la forme du bâtiment.

DES ÉVOLUTIONS QUI ACCOMPAGNENT CE CHANGEMENT D'IDENTITÉ

Un plan d'investissement volontariste sur trois ans, à hauteur de 5 millions d'euros a été décidé par le président et son assemblée avec pour objectifs :

- d'améliorer les services et prestations aux entreprises;
- d'améliorer la performance énergétique de ce bâtiment ;
- et de réaliser les investissements nécessaires aux conditions de sécurité.

D'ici la fin de l'année, nous mettrons en place aussi des équipements techniques innovants pour offrir de nouveaux services à nos clients.

UN TOURNANT STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA GUADELOUPE

Sur le site sont présents : la Région Guadeloupe, la Capitainerie du GPM, la CPME, l'AMG, des services de conseils (logistique, formation, etc). L'objectif est d'offrir un cadre moderne et inspirant aux entreprises et porteurs de projet. Des bureaux en flex office, répondant mieux à la demande des entrepreneurs d'aujourd'hui, seront proposés. Au-delà de la location d'espaces, il s'agit, avec la CCI IG, de mettre en place des initiatives, un accompagnement et des services pour soutenir l'entrepreneuriat.

Il accueille le Campus guadeloupéen de l'apprentissage et prochainement la première promotion de l'EGC business school, seule école de commerce de Guadeloupe et qui délivre un diplôme d'excellence managériale accrédité par le ministère de l'Enseignement supérieur.

UN ESPACE VIVANT AU CŒUR DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

Le complexe dispose d'espaces adaptés à l'accueil de grands rendez-vous, salons, séminaires (près de 1 300 m² d'espaces couverts, 1 parc extérieur de plus de 7 500 m²). Nous continuons à accompagner les organisateurs de salons pour leur offrir de nouveaux services et contribuer au développement de leurs activités.



Murielle Ousselin, responsable d'exploitation CBC

Par ailleurs, le site reste le lieu idéal pour des rencontres institutionnelles : notamment les actions portées par les collectivités, l'accueil de personnalités (rencontre du ministre de l'Outre-mer, Manuel Valls, avec les organisations socio-professionnelles, accueil du Salon Sarg'expo avec la Région Guadeloupe et le premier ministre de l'époque, Edouard Philippe. Les assises du Bien-vieillir organisées par le Conseil départemental). Nous remercions nos clients pour leur confiance et souhaitons intensifier leur accompagnement. Pour ce faire, une nouvelle équipe renforcée d'une chargée marketing et relations clients est à leurs services.

Et si une vidéo valait mille mots ?

Depuis son inauguration en 1994, par le président de l'époque Amédée Adélaïde, le CWTC s'est imposé comme un acteur incontournable du développement économique de la Guadeloupe... notre histoire est rythmée de moments forts.



Scannez le QR code pour vous plonger dans une vidéo rétrospective !



Vie économique

L'ÉTAT DOIT NOUS ENTENDRE !

Le 17 mars dernier, lors de la visite du ministre des Outre-mer, Manuel Valls, plusieurs sujets ont été abordés par le monde économique : lutte contre la vie chère, l'emploi des jeunes, la crise de l'eau. Le point avec Isabel Michel-Gabriel, présidente de la Commission économie et finance de l'**UDE-MEDEF Guadeloupe** et Bruno Blandin, son président. Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim



Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe et Isabel Michel-Gabriel, présidente de la Commission économie et finance, et avocat fiscaliste

Vie chère, quelle est la situation actuelle en Guadeloupe ?

Isabel Michel-Gabriel : La situation est très délicate comme en témoigne les actualités de ces dernières semaines. L'UDE-MEDEF, l'association des Moyennes et petites industries de Guadeloupe (MPI), l'Union des entreprises de proximité (U2P), la CCI Îles de Guadeloupe et la CPME 971 ont soumis, au ministre des Outre-mer, un protocole de lutte contre la vie chère avec des propositions concrètes adaptées aux spécificités du territoire. Nous espérons qu'elles seront prises en compte et que des études d'impact seront réalisées au niveau de l'Inspection générale des finances. Nous restons très attentifs à la méthode employée par le gouvernement pour réformer nos dispositifs fiscaux et sociaux. Nous ne souhaitons pas que Bercy continue de nous imposer leurs choix sans avoir notre mot à dire ! Parmi tant de réformes fiscales, nous avons en effet récemment subi une péréquation de la TVA imposée par le gouvernement dans le cadre du protocole sur la vie chère signé en Martinique, alors même que cette solution ne permet pas réellement de lutter contre la vie chère. En réalité, cette réforme aboutit à augmenter la TVA de 8,5 % sur les téléphones et les ordinateurs, tout en diminuant à 0 % la TVA sur certains produits alimentaires qui était auparavant à 2,1 %. Cherchez l'erreur.

Parmi vos huit propositions, qui peuvent compléter le protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère, signé en octobre dernier en Martinique, le rétablissement du tarif export est une de vos priorités ?

Bruno Blandin : Il y a une vingtaine d'années les Outre-mer bénéficiaient de tarifs spécifiques à l'export soit environ 20 % moins chers que ceux qui se pratiquaient au niveau de l'Hexagone. Nous souhaitons que les fournisseurs de l'Hexagone puissent de nouveau appliquer le tarif le plus bas possible pour permettre aux entreprises d'Outre-mer de lisser les frais d'approche.

Concernant la continuité territoriale, l'État semble faire la sourde oreille ?

I. M-G. : En effet, c'est le calme plat. On sait qu'en moyenne 67 % de la différence de prix des produits alimentaires entre l'Hexagone et la Guadeloupe correspond aux frais d'approche. En Corse, il existe, depuis plusieurs années, un mécanisme de continuité territoriale qui représentait, en 2023, un montant total de 271 millions d'euros. Nous souhaitons que l'État puisse supporter une partie des coûts de transports à l'instar de ce qui se passe en Corse. Cela aura un impact sur le prix de vente final au consommateur.

Quant à l'octroi de mer, le fonctionnement est-il satisfaisant aujourd'hui ?

I. M-G. : Son fonctionnement actuel peut aboutir

à augmenter le prix pour le consommateur final car, du fait de son absence de déductibilité totale, il rentre in fine dans le coût de revient des distributeurs. Nous souhaitons maintenir le dispositif de l'octroi de mer car il permet de protéger la production locale et de conserver la recette fiscale localement (en ce sens, c'est un outil d'autonomie fiscale). Nous pensons en revanche qu'il faut modifier le fonctionnement de l'octroi de mer pour qu'il s'approche du fonctionnement de la TVA en facilitant sa déduction et en le rendant plus neutre.

Votre souhait est aussi de redonner du pouvoir d'achat au secteur privé ?

I. M-G. : Pour doper l'économie locale, nous proposons une exonération totale des charges sociales en vue d'aboutir à une augmentation des salaires nets et ceci pour tous les secteurs d'activités et sans limite de salaire.

58 % des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. Le territoire fait face à un exode massif des jeunes talents. Quelles mesures proposez-vous ?

B. B. : Nous proposons le retour du « Pacte pour l'emploi des jeunes ». À travers le dispositif « Premiers pas dans l'entreprise », pour les moins de 27 ans, une exonération, pendant un an, des charges sociales salariées et patronales jusqu'à 1 SMIC, sans effet de seuil au-delà ; un guichet unique pour réduire les contraintes administratives des entreprises et des jeunes. Pour renforcer l'attractivité des jeunes talents, le même dispositif est proposé pour les Bac +5 ou équivalent, de moins de 30 ans, avec une exonération d'un an des charges jusqu'à 2,5 SMIC. La création d'un volontariat ultramarin en entreprise (VUE) en Guadeloupe pour attirer les jeunes talents. L'exonération de l'impôt sur le revenu des jeunes de moins de 35 ans qui retournent travailler en Guadeloupe et enfin la création de filières d'excellence au sein du RSMA avec, notamment, des formations sur les métiers de la mer.

La crise de l'eau, une situation qui dure depuis trop longtemps ?

B. B. : Le réseau d'eau est vétuste et mal entretenu. La gouvernance en charge de la gestion de l'eau est défaillante, coordination inefficace entre les différents acteurs et manque de décisions rapides. Cette instabilité représente non seulement un risque sanitaire majeur mais elle freine également l'économie locale en particulier dans les secteurs comme le tourisme et l'agriculture.

Nous demandons une transparence totale sur la gestion des budgets et des investissements dédiés à l'eau ainsi qu'une responsabilisation de l'ensemble des acteurs privés et publics. La privation d'eau dans un territoire est une menace pour la paix sociale !

2024

UN BILAN POSITIF POUR L'OFFICE DE TOURISME DE LA RIVIERA DU LEVANT, VERS UN FUTUR PROMETTEUR



Salon de la randonnée

BILAN DES ACTIONS, RÉSULTATS ET PERSPECTIVES POUR 2025

L'année 2024 marque un tournant pour l'Office de Tourisme de la Riviera du Levant, avec un engagement concret pour le développement touristique et des actions structurantes qui ont permis de renforcer l'attractivité du territoire.

L'Office s'est distingué par son approche positive et proactive pour dynamiser la destination, augmenter les retombées économiques locales et valoriser ses atouts culturels, naturels et humains.

Une année d'investissement soutenu, de rencontres enrichissantes, et surtout de reconnaissances notables, notamment avec la reconnaissance nationale du label MOUN PEYI.

Cette réussite s'inscrit dans le cadre d'une dynamique collaborative et de l'engagement des acteurs du tourisme autour de l'Office.

Les efforts menés tout au long de l'année ont produit des résultats tangibles, mesurables et porteurs d'avenir. + 22 % de visiteurs supplémentaires au niveau des bureaux des Offices de Tourisme, comparé à 2023.

Ces chiffres témoignent d'une stratégie efficace de promotion et de renforcement des liens avec les professionnels du secteur.

Une présence affirmée sur les salons : la Riviera du Levant au cœur des grandes rencontres touristiques. Les salons professionnels ont constitué une plateforme essentielle pour augmenter la visibilité de la destination et attirer de nouveaux partenaires. L'Office de Tourisme a pris une part active dans 4 salons majeurs, favorisant des échanges fructueux avec des opérateurs internationaux, des influenceurs et des acteurs du tourisme, affirmant ainsi le territoire comme une destination incontournable pour les voyageurs en quête d'expériences authentiques et diversifiées.

LES SALONS EN CHIFFRES :

- **Salon de la Plongée (Paris) – Janvier**
+ 15 % de contacts qualifiés par rapport à 2023 avec un fort intérêt pour la biodiversité sous-marine.
- **Salon de la Randonnée (Toulouse) – Février**
Première participation. Le stand de l'Office de Tourisme de la Riviera des Îles de Guadeloupe a attiré un public de passionnés, séduits par la diversité des sentiers et la montée en gamme de l'offre écotouristique.
- **Mondial du Rhum (Paris) – Mars**
Un événement stratégique où la Guadeloupe a affirmé son savoir-faire dans le rhum d'exception et le Spiritourisme (nouvelle façon de découvrir le rhum, à travers son territoire, son patrimoine et les hommes).
- **Mondial du Tourisme (Paris) – Mars**
Le territoire de la Riviera du Levant s'est positionné comme une destination à fort potentiel pour 2025, avec un intérêt croissant pour les séjours culturels et nature. + 25 % d'engagement digital sur les réseaux de l'Office grâce aux campagnes menées en marge du salon.

UN TOURNANT MAJEUR : LANCLEMENT DU LABORATOIRE NATIONAL DU SPIRITOURISME

Le 07/04/2025, Hervé Novelli lancera le laboratoire national du Spiritourisme dont l'Office de Tourisme de la Riviera des Îles de Guadeloupe est le FER DE LANCE, une initiative visant à structurer et promouvoir le tourisme autour des spiritueux français.



Mondial du rhum



Mondial du rhum



Mondial du tourisme



Mondial du tourisme

La Guadeloupe, riche de son patrimoine rhumier, sera un acteur clé de ce projet

Des projets structurants pour le territoire.

L'Office de Tourisme poursuit plusieurs initiatives majeures :

- Valorisation des événements emblématiques, soutien renforcé aux manifestations comme Mas en Riviera, Désir Rose, Traditour et ZE RACE ;
- Accompagnement des associations sportives et culturelles pour structurer une offre touristique ancrée dans le territoire ;
- Développement de nouvelles expériences autour du tourisme durable, du bien-être et de la gastronomie locale.

Avec ces actions, l'Office de Tourisme confirme son engagement à faire rayonner le territoire de la Riviera du Levant sur la scène nationale et internationale, de bâtir des relations solides avec les professionnels du tourisme, des acteurs clés qui contribueront à la croissance de la destination dans les années à venir.

DES ÉVÉNEMENTS FÉDÉRATEURS ET PORTEURS D'UNE IMAGE POSITIVE DU TERRITOIRE

L'Office a également pris une part déterminante dans l'organisation et la mise en avant d'événements phares qui ont marqué 2024 et ont contribué à la dynamisation du territoire :

- Mas en Riviera (Carnaval)
- Désir Rose (Octobre Rose)
- Traditour et ZE Race (Nautisme et sport)
- Bla Bla Pro Tourisme.

Ces événements ont été des occasions de mettre en lumière la richesse culturelle, patrimoniale et sportive du territoire, tout en renforçant l'engagement local et les liens entre les professionnels et la population.

Des résultats notables : plus de 25 000 participants et une forte couverture médiatique, accompagnée d'un impact économique sur les secteurs liés au tourisme.

LA RECONNAISSANCE NATIONALE DU LABEL MOUN PEYI : UN MOTEUR POUR

La reconnaissance nationale du label MOUN PEYI par la ministre du Tourisme Nathalie Delattre, le 29 mars 2025, a été l'apogée des efforts de l'Office de tourisme.

Ce label, porté par l'Office de tourisme de la Riviera du Levant, à portée nationale et ultramarine, met l'accent sur les valeurs humaines et l'authenticité, en valorisant les producteurs locaux, les artisans et les

acteurs du tourisme qui incarnent la richesse de la destination.

Qu'est-ce que le label MOUN PEYI ?

Il symbolise l'engagement des destinations ultramarines à offrir aux visiteurs une expérience authentique et locale, en mettant en avant ceux qui font vivre le territoire. Il s'inscrit dans une démarche de tourisme durable et responsable, où les valeurs humaines sont au cœur du projet.

Les retombées de cette reconnaissance ?

La consécration du label ouvre de nouvelles perspectives : des partenariats renforcés, une meilleure visibilité sur la scène touristique nationale et un impact direct sur les réservations touristiques et la valorisation du patrimoine local.

Démarche de consolidation et d'audit : un cap vers l'avenir

L'audit des actions menées au cours de l'année 2024, prévu pour les prochaines semaines, viendra renforcer et consolider cette dynamique positive.

Cet audit permettra de faire un bilan détaillé des actions menées, d'en mesurer les impacts réels et de proposer des axes d'amélioration pour 2025-2027.

Ce travail d'analyse est une étape clé pour optimiser les efforts déployés, s'assurer de l'efficacité des stratégies mises en place et orienter les prochaines actions dans la bonne direction.

Cette démarche proactive garantit que l'Office de Tourisme, avec le soutien des acteurs publics et privés, puisse continuer de porter le territoire vers des succès encore plus grands.

**PERSPECTIVES 2025 :
UNE ANNÉE D'EXPANSION
ET DE RENFORCEMENT
DES ACTIONS POSITIVES**

En 2025, l'Office de Tourisme de la Riviera du Levant entend poursuivre son engagement dans la structuration de l'offre touristique et la mise en place de nouveaux projets visant à renforcer l'attractivité du territoire.

- Développement de circuits Spiritouristiques
- Extension du label MOUN PEYI à d'autres acteurs locaux
- Multiplication des actions de promotion pour faire rayonner le territoire au-delà des frontières
- Renforcement des partenariats locaux, nationaux et internationaux.

Le futur touristique de la Riviera du Levant s'annonce prometteur, avec des perspectives de croissance soutenues par une vision claire et une volonté collective de réussir.



Salon de la plongée



Salon de la plongée



Salon de la randonnée



ANASA
BASE NAUTIQUE & CLUB HOUSE

RIVIERA GUADELOUPE WINDSURF WORLD CUP 22 AU 26 AVRIL 2025 PLAGE DU SALAKO.GOSIER

LE GOSIER / SAINT-ANNE / SAINT-FRANÇOIS / LA DÉSIRADE

LE GOSIER / SAINT-ANNE / SAINT-FRANÇOIS / LA DÉSIRADE

Archipel d'Avance

EWAG.

Aménagement du territoire

UN TREMPLIN POUR L'INNOVATION LOCALE

Lancement de la première édition des Prix **EDF** Pulse Antilles-Guyane, concours dédié aux start-ups et entrepreneurs. Objectif : soutenir l'innovation locale en valorisant des réponses concrètes aux défis énergétiques, sociaux et environnementaux.

Texte Thomas Thurar – Photo Bruno Balmokoun



Xavier Fichau (directeur régional EDF en Martinique), Antoine Jourdain (directeur EDF SEI), Marie-Line Bassette (directrice régionale EDF Archipel Guadeloupe), Martin Voisin (directeur régional EDF en Guyane).

Innover et devenir un acteur clé de la transformation de nos territoires ? Un défi de taille encouragé par la première édition des Prix EDF Pulse Antilles-Guyane. Initié par EDF, ce concours s'adresse aux start-ups et entrepreneurs de Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Guadeloupe, Martinique et Guyane qui développent des solutions concrètes pour accompagner la transition énergétique et améliorer le quotidien des populations. Les candidats ont jusqu'au 5 mai 2025 pour soumettre un projet innovant dans l'une des quatre catégories suivantes : efficacité et sobriété énergétique ; simplification des services aux clients ; outil industriel performant et adapté aux nouveaux usages ; environnement de travail et qualité de vie. Les lauréats bénéficieront d'un accompagnement stratégique et de conseils d'experts, d'un maximum de visibilité grâce à une communication dédiée avant et après le concours et enfin d'une connexion efficace avec un écosystème d'acteurs clés pour accélérer leur développement.

Ils ont dit

« Ce concours est un accélérateur d'innovation au service de la qualité de service. Face à des défis, en Guadeloupe, comme l'adressage ou la gestion des incidents sur le réseau, il mobilise les start-ups locales pour apporter des solutions adaptées. Ceci renforce notre lien avec l'écosystème local et transforme notre relation client pour plus de fluidité et d'efficacité. »

Marie-Line Bassette,
directrice régionale EDF Archipel Guadeloupe

« En Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Guyane, EDF investit massivement sur le réseau électrique pour le moderniser et réussir la transition énergétique. Nous avons de nombreux défis à relever qu'ils soient technologiques, techniques ou humains. Pour y parvenir, nous devons nous appuyer sur les forces créatives du territoire. Ce concours est une belle opportunité pour réunir les savoir-faire utiles à la construction d'un avenir durable. »

Xavier Fichau, directeur régional EDF Martinique

« EDF Pulse Antilles-Guyane nous aide à repenser le quotidien de nos équipes. Les start-ups jouent un rôle clé dans la création d'outils pour améliorer la sécurité, la qualité de vie au travail et l'engagement de nos salariés. Ce concours permet de coconstruire, avec des innovateurs locaux, un environnement de travail plus motivant et performant, au bénéfice de nos équipes et de nos clients. »

Martin Voisin, directeur régional EDF Guyane



**PRIX EDF
PULSE
ANTILLES - GUYANE**

**IMPULSEZ
LE CHANGEMENT!**

EDF lance les Prix EDF Pulse Antilles-Guyane, premier concours du groupe EDF en Guadeloupe, Guyane et Martinique. Ces prix ont pour mission de récompenser les solutions innovantes d'entreprises et de start-ups locales qui accompagnent les transitions durables dans nos territoires. Vous êtes une entreprise innovante ou une start-up locale et vous souhaitez relever les défis climatiques de demain ?

Participez ! C'est pour vous l'occasion de bénéficier d'une visibilité et de confronter votre vision à un panel d'experts. Si vous gagnez, c'est surtout l'opportunité de valoriser votre projet et de bénéficier d'un accompagnement pour faciliter sa pleine réalisation... Et d'impulser le changement.

Déposez votre candidature avant le 5 Mai et ensemble, avec EDF Pulse Antilles-Guyane, construisons un avenir plus durable.



scannez pour candidater



www.edf.fr/pulse/antilles-guyane



Doctorants et chercheurs

“Que cherchez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Yolène Duchaudé

« Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Développement de méthodes alternatives et innovantes de lutte contre la transmission vectorielle à partir de la flore guadeloupéenne ». Elle est dirigée par Dr Gerardo Cebrian-Torrejón (HDR), Dr Anubis Vega-rúa (HDR) et Dr Muriel Sylvestre, et affiliée au laboratoire COVACHIM-M2E de l'Université des Antilles et au laboratoire des maladies vectorielles de l'Institut Pasteur de la Guadeloupe.

Quand allez-vous soutenir ?

Ma soutenance est prévue en octobre 2025, à l'université des Antilles (UA).

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'étudie les plantes de Guadeloupe pour fabriquer des produits naturels qui empêcheront les moustiques de piquer.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mon objectif est de développer des solutions naturelles et respectueuses de l'environnement pour diminuer la population de moustiques porteurs de maladies comme la dengue, le chikungunya et



le zika. En m'appuyant sur le savoir traditionnel guadeloupéen et les propriétés des plantes locales, je cherche à concevoir des produits sûrs pour la santé et l'environnement qui pourront modifier le comportement des moustiques. Ces travaux pourraient aussi contribuer à une production locale innovante, valorisant la biodiversité de la Guadeloupe.

Qu'envisagez-vous de faire après votre thèse ?

Après l'obtention de mon doctorat, j'ai deux objectifs majeurs. Tout d'abord, je souhaite poursuivre ma carrière scientifique à travers un ou plusieurs post-doctorats dans mes domaines de compétences. Ensuite, il me tient à cœur de partager mes connaissances avec la population, et en particulier avec les jeunes, en valorisant les sciences et la richesse de notre biodiversité. J'aspire ainsi à organiser des événements scientifiques ponctuels, tels que des ateliers de vulgarisation, et à créer une plateforme dédiée à la médiatisation scientifique.

LES FOULÉES DE LA PÉDAGOGIE ROUTIÈRE
3^{ÈME} ÉDITION

18 MAI 2025
SIÈGE DES ROUTES DE GUADELOUPE JARRY
de 7h à 12h

5 km
Une course ou une marche loisir*

Hosted by **Himuss & Élodie Soupama**
Échauffements & étirements
Animation musicale

INSCRIPTION

chrono-univers.com
Infoline: **0690 68 06 10**
10€ par personne

*Accessible aux personnes à mobilité réduite

LE DÉPARTEMENT GUADELOUPE, PÉDAGOGIE ROUTIÈRE OUTRE-MER, M.O.L.O.C., Institut de Guadeloupe

EWAG, Allianz, SDIS GUADELOUPE, Bamy, AUTO DISCOUNT, MELANINE

Carrière d'Ultramarin

RÊVER GRAND, AGIR FORT

Petite, **Noémie Gaddarkhan** rêvait de devenir juge aux affaires familiales. Aujourd'hui, à 30 ans, la Guadeloupéenne coordonne différents projets pour les territoires ultramarins et le tourisme au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Aubane Nesty

Pourquoi avoir choisi de travailler pour l'intérêt général ?

Dès le collège, je ressentais ce besoin d'être utile, de m'engager pour les autres. J'ai grandi dans une famille où l'engagement pour la communauté était une évidence. Mon père, entrepreneur dans le développement durable, et ma mère, professeur des écoles, m'ont transmis cette idée que rendre service était essentiel. Au lycée, je participais à des actions associatives, comme la sensibilisation au VIH ou la défense des droits des lycéens. Ces expériences m'ont donné le goût de l'intérêt général. Je savais que je voulais contribuer à quelque chose de plus grand que moi. J'ai intégré Sciences Po Paris et, lors de mon année d'échange au Brésil, j'ai vu de mes propres yeux l'impact des inégalités sociales et économiques. C'est cette expérience qui a forgé mon choix de m'investir dans l'intérêt général et tenter d'apporter ma pierre à l'édifice.

Quelle expérience vous a le plus marquée ?

Je citerais deux expériences en particulier. D'abord, mon passage au Sénat, en tant que collaboratrice du groupe « En Marche ». J'ai travaillé avec 24 sénateurs sur des sujets comme la protection de la biodiversité, le coût de la vie ou les compétences territoriales. Ce que j'ai trouvé remarquable, c'est le sens politique des « Sages » du Sénat. Il y avait du respect, des compromis, une vraie vision collective. Ensuite, mon poste de conseillère technique au ministère des Outre-mer m'a profondément marquée. J'ai travaillé sur de nombreux dossiers relatifs à la santé, la protection sociale, l'éducation, la jeunesse et les sports. La lutte contre les violences intrafamiliales dans les territoires ultramarins est un sujet qui m'a particulièrement

touchée. On peut et on doit faire mieux. Ces deux expériences ont renforcé ma conviction que l'action publique est un levier indispensable pour protéger les plus vulnérables et répondre aux défis de nos territoires.

Vous avez un parcours remarquable, quel conseil donneriez-vous à la jeunesse ultramarine ?

Croyez en vous et osez ! Trop souvent, on pense que certaines places ne sont pas à notre portée, mais c'est faux. Nous avons les compétences, il suffit de les assumer et de travailler dur. Le syndrome de l'imposteur est un obstacle que j'ai moi-même dû dépasser. En tant que femme, je suis fière d'un parcours bâti à la force de mon travail, car trop souvent, les femmes doivent prouver qu'elles méritent leur place. Ce qui m'a guidée, c'est l'humilité, la persévérance, et la volonté de me dépasser. Les Outre-mer ont besoin de jeunes engagés, prêts à imaginer un avenir durable pour leurs territoires ! Foncez !

BIO EXPRESS

Noémie Gaddarkhan, née en 1995 à Saint-François en Guadeloupe, est diplômée de Sciences Po Paris avec une spécialisation en affaires publiques. Collaboratrice parlementaire au Sénat, puis conseillère technique au ministère des Outre-mer, elle occupe aujourd'hui le poste de conseillère Territoires, tourisme de savoir-faire, mémoriel et patrimoine au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.



Inauguration

ÊTRE UTILE AUX TERRITOIRES !

La Caisse d'Épargne **CEPAC**, en présence de Gabrielle Louis-Carabin, maire de la Ville du Moule, et de Laurent Tormin, président de la Ligue de basket de Guadeloupe, a inauguré, le 19 mars dernier, un terrain de basket 3x3 situé au cœur d'une résidence de la SEMSAMAR, dans le quartier Vassor, relooké par l'artiste graffeur Al Pacman. Texte

Sandrine Chopot

Le sport fait partie intégrante de l'ADN de la Caisse d'Épargne CEPAC. Vecteur de valeurs communes et d'émotions collectives, « c'est aussi un important levier de dynamisation pour le territoire, les quartiers prioritaires, un outil d'émancipation et de cohésion sociale. Au-delà de notre simple rôle de financeur, nous nous engageons pour le sport à impact. À travers notre politique RSE, nous nous positionnons comme un acteur sociétal fort utile aux territoires et à la société pour le mieux vivre ensemble », nous explique Patrice Phoudiah, directeur commercial Guadeloupe et Îles du Nord de la Caisse d'Épargne CEPAC.

Héritage des Jeux de Paris 2024

En tant que partenaire premium des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la CEPAC s'est engagée à pérenniser les valeurs des jeux au cœur de ses territoires, des jeux utiles et inclusifs pour tous. « Digne héritage des JO 2024, cette rénovation est aussi un bel exemple d'un partenariat réussi entre le public et le privé, la ville du Moule, un bailleur social, la CEPAC, la FFBB, la ligue de basket de Guadeloupe », poursuit Patrice Phoudiah.

Une première en Outre-Mer

À travers le « Pacte Utile Territoire », lancé il y a trois ans, la Caisse d'Épargne accompagne le Plan INFRA de la FFBB pour le développement du basket via l'accompagnement d'athlètes, le financement de structures sportives, le soutien à des associations. « Depuis 10 ans, nous avons un partenariat national avec la Fédération française de basket-ball (FFBB). Le choix des terrains de basket extérieurs s'est donc imposé naturellement, sachant que le basket est le sport collectif urbain le plus pratiqué au monde »,



Patrice Phoudiah, directeur commercial Guadeloupe et Îles du Nord de la Caisse d'Épargne CEPAC.
© France active Guadeloupe

ajoute le directeur commercial.

Une pratique libre et inclusive

Ce terrain de basket niché au cœur d'une cité de la SEMSAMAR, œuvre d'art à part entière, rénové par l'artiste graffeur Al Pacman est destiné à tous : clubs, habitants du quartier, associations. « La pratique libre et populaire permet notamment aux jeunes de découvrir cette discipline, de disputer un match, de se dépasser. Au-delà d'être un terrain sport, c'est aussi un véritable lieu de rencontres, de partages et de convivialité. Fidèle au slogan de la Caisse d'Épargne "Vous être utile", il est utile à tous, aux athlètes, aux territoires, à la société. C'est une grande fierté pour la Guadeloupe ! », conclut Patrice Phoudiah.

Un terrain d'expression artistique

3 questions à...

Al Pacman, artiste graffeur, défenseur du mieux-être urbain

Quel a été le moteur de votre réflexion artistique ?

Quand la CEPAC m'a contacté, j'ai tout de suite accepté. Depuis longtemps j'avais envie de travailler sur un sol sportif. J'aime l'idée de ce projet de faciliter les liens, les chemins qui se croisent, de permettre à la jeunesse de s'épanouir à travers le sport, d'aider les habitants du quartier à se réapproprier le lieu. Ce qui est formidable c'est de se dire que ce terrain de basket signature va perdurer dans le temps.

Comment avez-vous travaillé ?

J'ai utilisé de la peinture acrylique. J'ai beaucoup travaillé sur l'harmonie des couleurs. Les couleurs choisies représentent les différents états émotionnels d'un sportif lorsqu'il joue sur un terrain. Les mouvements arrondis sont l'expression des individus qui se croisent sur un terrain pour pouvoir avancer. Mais chacun peut y voir ce qu'il veut !

Une anecdote à nous raconter ?

S'agissant d'un terrain ouvert j'ai eu la visite de poules qui n'hésitaient pas à mettre leurs pattes dans ma peinture ou encore mieux à prendre le terrain de basket pour leurs toilettes. J'ai beaucoup ri !

©MX Photography

Accompagnement

PARTENAIRE STRATÉGIQUE

Leader des services aux petites et moyennes entreprises, **FIDUCIAL** allie la force d'un grand groupe à l'ancrage d'une structure locale. Avec de nouveaux services et agences, le cabinet d'expert-comptable joue un rôle clé dans le paysage économique du territoire.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Derrière chaque succès entrepreneurial, il y a des prises de décisions éclairées. Et derrière ces décisions, il y a des experts. FIDUCIAL, pilier de l'accompagnement des entreprises depuis près de 50 ans, incarne ce savoir-faire sur-mesure. Spécialisé dans l'expertise comptable, le groupe a élargi son offre pour devenir un véritable partenaire pluridisciplinaire, notamment des petites et moyennes entreprises.

Implanté depuis 2006 en Guadeloupe, FIDUCIAL compte cinq agences et une vingtaine de salariés mobilisés au quotidien pour satisfaire artisans, professions libérales, commerçants, restaurateurs, petits industriels, créateurs d'entreprises, etc.

« Notre objectif ? Accompagner ces dirigeants à chaque étape de leur parcours en leur offrant un service complet qui inclut l'expertise comptable, des services informatiques et surtout du conseil (droit commercial, gestion de patrimoine, statut juridique, stratégie de développement, optimisation fiscale...) », précise Georges Jomie, directeur de l'agence de Jarry A. En Guadeloupe, comme partout ailleurs, FIDUCIAL a bâti son développement sur une stratégie claire : renforcer sa présence locale en multipliant les agences de proximité. « Cette organisation nous permet d'être au plus près de nos clients, d'écouter attentivement leurs besoins et d'y répondre avec agilité », confie Alexandra Mauer Godard, directrice de l'agence Jarry B et du bureau de Sainte-Rose. « Grâce à des équipes resserrées et des portefeuilles dédiés, nous favorisons une réactivité optimale et un accompagnement davantage personnalisé ».

Les quatre agences proposent des packs de services 3.0 de gestion consistant en l'accompagnement des

dirigeants dans leurs prises de décision, l'optimisation stratégique et le conseil. Le passage à la facturation électronique, obligatoire pour toutes les entreprises dès 2027, est l'un des enjeux majeurs de ces prochaines années. FIDUCIAL s'y prépare activement en développant des outils spécifiques pour guider, en amont, les chefs d'entreprise dans cette transition.

« FIDUCIAL est bien plus qu'un simple cabinet d'expertise comptable. Il s'impose comme un partenaire incontournable des entreprises guadeloupéennes, alliant la puissance d'un groupe national et international à la flexibilité d'un acteur local », conclut Hervé Daraux, directeur de l'agence de Jarry C et de Sainte-Anne.

En quelques chiffres

- **860** agences en Europe
- **600** agences réparties dans l'Hexagone et dans les DROM (départements et régions d'Outre-mer).
- **5** agences en Guadeloupe
- **5** étoiles, score maximal attribué à FIDUCIAL pour la 2e année consécutive par le magazine Le Point dans son palmarès 2025 des meilleurs cabinets d'expertise comptable de France.
- **14 800** professionnels
- **325 000** clients

Un pôle dédié à la gestion des ressources humaines

Parmi les quatre agences implantées en Guadeloupe figure un pôle très récent, créé en janvier 2024, à Jarry (Baie-Mahault), et entièrement dédié à la gestion des ressources humaines (RH). « Notre ambition est de devenir le DRH externalisé des dirigeants des TPE - PME de Guadeloupe », précise Cyril Kebabjian, directeur de la gestion sociale Antilles-Guyane. « L'objectif est d'aider le chef d'entreprise à respecter ses obligations en matière de législation sociale et d'accompagner le développement de son entreprise via une optimisation de la gestion des ressources humaines ». L'agence intervient pour des missions récurrentes telles que la gestion de la paye avec les déclarations sociales mensuelles, l'administration du personnel (contrat de travail, formalités d'embauche, faute disciplinaire, licenciement...), la gestion des absences, des congés, etc. L'agence propose aussi des packs de services comprenant du conseil juridique pour des situations spécifiques comme la mise en conformité juridique des systèmes de vidéosurveillance ou la mise en place et le suivi de l'affichage obligatoire garantissant ainsi le respect de ce point sensible du droit du travail.



Cyril Kebabjian (directeur du pôle social Antilles-Guyane), Alexandra Mauer Godard (directrice d'agence de Jarry B et bureau Ste Rose), Georges Jomie (directeur d'agence de Jarry A) et Hervé Daraux (directeur d'agence de Jarry C et Ste Anne)



Agence de Jarry A :
jarry.a.expertise.comptable@fiducial.net
05 90 32 07 00

Agence de Jarry B :
jarry.b.expertise.comptable@fiducial.net
05 90 32 07 00

Agence de Jarry C :
jarry.c.expertise.comptable@fiducial.net
0590 32 07 00

Agence de Sainte-Anne :
sainte.anne.expertise.comptable@fiducial.net
05 90 14 00 01

Agence de gestion sociale :
jarry.paye@fiducial.fr
05 90 32 42 00

Valeurs

LA RÉCIPROCITÉ, UNE DES CLÉS DE LA PÉRENNITÉ

Réseau Entreprendre Guadeloupe est bien plus qu'une simple association d'entrepreneurs. C'est un écosystème humain où des valeurs fortes guident chaque action et relation. Line Charles-Hélène, directrice de l'association nous en dit plus. Texte par notre partenaire



Line Charles-Hélène, directrice et Sarah Duhamel, chargée de la gestion administrative

Line Charles-Hélène insiste sur un principe essentiel : la réciprocité. Selon elle, c'est cette valeur qui garantira la survie et le développement de l'organisation. Chaque lauréat accompagné doit à son tour aider d'autres entrepreneurs, assurant ainsi un cycle d'entraide perpétuel. La réciprocité repose sur un principe simple mais fondamental : tout entrepreneur bénéficiant du soutien de Réseau Entreprendre Guadeloupe doit, une fois stabilisé et prospère, offrir à son tour aide et accompagnement. Ce modèle renforce les liens entre les membres et instaure une dynamique de transmission essentielle à la pérennité de l'association.

« Sans cette réciprocité, l'élan de solidarité pourrait s'essouffler. En revanche, lorsque chaque génération de lauréats s'implique dans l'accompagnement des suivants, le réseau s'enrichit de compétences, d'expériences et de nouvelles opportunités. C'est en transmettant ce que

l'on a reçu que l'association continuera de croître et de jouer un rôle déterminant dans l'économie locale », explique Line Charles-Hélène.

LES VALEURS INDISPENSABLES DE RÉSEAU ENTREPRENDRE GUADELOUPE

Au-delà de la réciprocité, Réseau Entreprendre Guadeloupe s'appuie sur quatre autres valeurs fondamentales. En premier lieu, « l'humain au cœur » car l'accompagnement des entrepreneurs constitue l'essence même de sa mission, visant à favoriser leur épanouissement. Ensuite, l'accès gratuit car l'ensemble des services proposés est offert sans coût, garantissant une équité d'opportunité pour tous les entrepreneurs. Puis la bienveillance, une attention portée aux membres, aux lauréats et aux territoires qui est une priorité ; enfin la solidarité, un engagement constant en faveur des territoires et des communautés, dans un esprit de générosité.

Ces valeurs structurent l'engagement de Réseau Entreprendre Guadeloupe et inspirent chaque membre à s'investir avec altruisme. Ensemble, elles forment un cadre harmonieux, où l'individu progresse en contribuant au succès collectif.

UNE VISION POUR L'AVENIR

Line Charles-Hélène en est convaincue : la réciprocité est le moteur de la pérennité de Réseau Entreprendre Guadeloupe. En favorisant une culture du partage et de l'entraide, l'association veille à ce que chaque génération d'entrepreneurs prenne conscience de son rôle dans le développement des autres. Ensemble, les lauréats et les membres construisent un réseau fort et solidaire, où chaque réussite est une victoire collective et chaque défi une opportunité de grandir. Cette transmission des savoirs et de l'expérience assure non seulement la pérennité de l'association, mais aussi son impact durable sur l'écosystème entrepreneurial.



Réseau Entreprendre Guadeloupe
C/O Groupe Amédée Barbotteau
Impasse Jean-Marie Jacquard
ZI de Jarry - 97122 Baie-Mahault

lcharleshelene@reseau-entreprendre.org
Tel : 0690 14 33 12
<http://www.reseau-entreprendre.org/guadeloupe/>

PRORENT
LOCATION DE VOITURES

Et si vous passiez au vert?

Découvrez notre large gamme de véhicules hybrides !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY
228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44
reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe

MCDONALD'S M'A FAIT CONFIANCE DES TALENTS QUI INSPIRENT

Chez **Arcos Dorados** (le plus grand franchisé McDonald's au monde), le leadership au féminin est un pilier fondamental de l'entreprise et repose sur l'égalité des chances. Les femmes jouent un rôle clé dans la réussite de l'entreprise et la diversité au sein des équipes dirigeantes renforce la culture d'entreprise, stimule l'innovation et améliore la prise de décision.

CES FEMMES QUI INSPIRENT PAR LEUR LEADERSHIP

« McDonald's m'a fait confiance » est une plateforme qui donne la parole aux employés d'Arcos Dorados pour qu'ils partagent leur expérience. Partager les histoires des talents féminins de l'entreprise quel que soit le poste qu'elles occupent, c'est aussi inspirer et ouvrir des voies pour d'autres femmes. Au-delà de leur uniforme, il s'agit aussi de célébrer et de rendre visible les efforts et la résilience des collaboratrices de l'entreprise, et surtout d'applaudir celles qui, par leur talent, leur dévouement et leur vision, contribuent chaque jour au renforcement et à la croissance d'Arcos Dorados aux Antilles-Guyane.

C'est aussi offrir l'occasion de réfléchir plus globalement aux progrès que nous avons réalisés en tant que société dans son ensemble, et de reconnaître le chemin qu'il nous reste à parcourir pour l'égalité et l'inclusion dans tous les domaines.

ÉVOLUER AVEC AMBITION

Aux Antilles-Guyane, Arcos Dorados compte plus de 1 500 collaborateurs, dont 60 % sont des femmes. 90 % des membres de l'équipe de direction ont commencé en tant qu'équipier polyvalent. Cette progression professionnelle est possible grâce à une offre de formation adaptée et continue proposée à tous les collaborateurs en interne.

La plateforme « McDonald's m'a fait confiance » met en lumière les histoires de femmes qui ont surmonté des défis, petits ou grands, franchi des barrières et atteint des objectifs personnels et professionnels significatifs au sein de l'entreprise.

« Chez Arcos Dorados, nous croyons aux personnes pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles démontrent avec leur talent et leur potentiel. Grâce à ce concept, nous réaffirmons notre engagement à créer un environnement de travail inclusif qui se concentre sur la véritable valeur des personnes et sur l'inspiration de leur leadership », conclut Shawn Johnson, directeur général de McDonald's Guadeloupe et Guyane.



Morgane, 31 ans, comptable
5 mois d'ancienneté
« McDonald's est une entreprise qui valorise le travail des jeunes et permet l'évolution professionnelle. »



Mirella, 28 ans, manager
7 ans d'ancienneté
« À mon retour de congé maternité, mon directeur m'a proposé de devenir manager confirmé fin 2023. Cela a été une réelle opportunité car cela signifie que la société me fait confiance. »



Karen, 37 ans, assistante administrative
17 ans d'ancienneté
« En tant que maman de 3 enfants, ma vie personnelle et professionnelle est millimétrée. Au quotidien, ce sont mes équipes qui me font tenir. Quand j'arrive au travail, je sais pourquoi je suis là. »

Arcos Dorados Guadeloupe
Imm Caribex, route du Raizet
97139 Les Abymes
0590 82 82 28



McDonald's m'a fait confiance Un talent qui inspire

#ÉvoluerAvecAmbition

QUAND L'ÉCONOMIE CHANGE DE COULEUR

Le rapport du GIEC* est sans appel : l'urgence climatique impose de repenser notre modèle de croissance pour le rendre compatible avec les impératifs écologiques. Longtemps perçus comme l'apanage des acteurs de l'économie verte, ces enjeux irriguent aujourd'hui tous les secteurs d'activité, notamment via la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). En effet, beaucoup d'entreprises s'engageant dans une démarche RSE cherchent à allier engagement social et environnemental tout en restant économiquement viables.

Dans ce contexte, des questions centrales se posent : qui sont les acteurs qui façonnent cette nouvelle dynamique et quelles compétences sont aujourd'hui essentielles pour accompagner cette mutation ? La transition écologique ne se limite plus aux experts en environnement, elle mobilise désormais une diversité

de profils, allant des ingénieurs aux économistes, en passant par les urbanistes, les juristes ou encore les communicants. Les entreprises, les structures institutionnelles, les collectivités et les associations recherchent de plus en plus des professionnels capables d'intégrer les enjeux environnementaux dans leur stratégie et leur développement.

En témoigne l'essor des formations en écologie dédiées à l'environnement et à la biodiversité sur le territoire national tout comme aux Antilles-Guyane. Quelles sont ces filières ? Quelles opportunités offrent-elles ? Qui est la nouvelle génération de diplômés d'aujourd'hui et de demain ?

*GIEC : groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat créé en 1988.

Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale

Face aux bouleversements environnementaux propres à nos territoires, l'économie verte s'affiche comme une nécessité. Formations spécialisées, collaborations et recherches scientifiques... autant d'évolutions encourageantes pour concilier développement et préservation des écosystèmes.

Textes Sarah Balay, Alix Delmas, Adeline Louault, Sandrine Chopot

Vendredi 7 mars, une vingtaine d'étudiants issus de 2^{ème} année de licence SVT et du programme Tropimundo du master BEE (Biodiversité écologie évolution) a participé à des ateliers sur le terrain, au saut d'Acomat, à Pointe-Noire. Au programme, ateliers en écologie forestière et aquatique, biogéochimie des eaux et géologie.



© université des Antilles

Biodiversité menacée, vulnérabilité face au changement climatique, pollution de l'eau, déforestation, recul du trait de côte, invasion de sargasses, gestion des ressources... Les Antilles et la Guyane sont confrontées à des défis environnementaux majeurs. Pour y faire face, l'économie verte se développe et prend une place croissante, portée par des politiques publiques et des initiatives privées visant à concilier le développement économique et la protection de l'environnement.

Ce virage, qui ne date pas d'hier, s'accompagne d'un besoin accru en compétences adaptées aux réalités du territoire. Ces dernières années, de plus en plus d'étudiants se spécialisent sur place et acquièrent une expertise directement liée aux écosystèmes tropicaux. Ces jeunes s'insèrent ensuite localement dans le tissu économique auprès de structures en demande constante : institutions, collectivités, bureaux d'étude, associations ou encore entreprises engagées dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité.

Même si elle gagnerait à être davantage développée et soutenue, notamment pour gagner en personnel enseignant-chercheur, la filière universitaire en écologie de l'université des Antilles et l'université de la Guyane se défend bien et attire chaque année des étudiants locaux, métropolitains, mais aussi internationaux.

Premiers liens avec le monde professionnel

Ces jeunes hommes et jeunes femmes inscrits sur le pôle Martinique de l'université des Antilles (UA), pour le parcours écologie/environnement (EE) (proposé depuis deux ans dans le cadre de la licence Sciences de la vie et de la terre (SVT)), sont représentatifs d'une génération d'étudiants déjà sensibilisés aux problématiques locales. Passionnés par la nature et les sciences du vivant, ils ne se contentent pas d'un apprentissage académique et généraliste : ils s'investissent sur le terrain dès leur première année. « Nos étudiants sont tous très engagés », se réjouit Olivia Urity, responsable du parcours EE de la licence SVT en Martinique. « Dès le début de leur cursus, ils participent à des projets en lien avec des structures partenaires comme l'Office de l'eau, l'ONF (Office nationale des forêts) ou le Parc naturel. Nous avons mis en place une véritable pédagogie de préprofessionnalisation grâce à des intervenants variés : enseignants-chercheurs, professionnels de terrain, directeurs de bureaux d'étude, etc. C'est primordial que nos programmes soient totalement connectés aux besoins du territoire. »

Études des tortues marines, suivi des écosystèmes littoraux, recensement des iguanes sur site, « ces expériences permettent aux jeunes d'être rapidement opérationnels, d'acquérir des compétences recherchées par les acteurs du territoire et surtout de tisser les premiers liens avec le monde professionnel », poursuit l'enseignante.

Volonté de faire bouger les lignes

Dans le domaine de l'écologie et de l'environnement, le pôle Guadeloupe de l'UA offre une formation plus complète et de plus longue date, avec une licence SVT proposant trois parcours (Écologie, environnement, géosciences), ainsi qu'un master BEE (Biodiversité écologie évolution) également décliné en trois spécialités, Écologie marine (EMT), Gestion de la biodiversité tropicale (GBT) et Écologie forestière (EFT, co-accrédité avec l'université de Guyane) et partenaire du programme international Tropimundo dédié à l'écologie et la biodiversité tropicale.

« Pour le parcours de master Gestion de la biodiversité tropicale, nous avons voulu nous rapprocher du tissu professionnel », précise Dr Etienne Bezault, maître de conférence, responsable de la licence SVT et du parcours Tropimundo du master BEE en Guadeloupe. L'axe est porté sur des sujets plus généralistes en lien avec l'étude et la gestion concrète en biodiversité et en écologie. « L'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi, notamment pour des postes très demandés, niveau master ou doctorat, comme cadre et chargé de mission, en bureau d'études ou en gestion de l'environnement au sein des nombreux gestionnaires du territoire comme le Parc national, l'ONF, l'OFB



© Université des Antilles

(Office français de la biodiversité), l'ARBig (Agence régionale de biodiversité des Îles de Guadeloupe), etc. », décrit Dr Etienne Bezault.

L'important étant l'existence de partenariats et liens renforcés avec la dynamique locale. Différents experts sont sollicités pour intervenir auprès des étudiants, comme des ingénieurs et chercheurs (INRAE*, Institut Pasteur...) spécialistes des écosystèmes, de faune et flore, de géosciences, de volcanologie, etc. « Des instituts de recherches et des gestionnaires de l'environnement tels que l'OFB et le Parc national sont impliqués, soit par l'accueil de stagiaires ou via des collaborations plus directes dans des projets de recherche », poursuit l'enseignant-chercheur.

Partenaires moteurs et dynamiques

Outre les structures institutionnelles et les bureaux d'études, ces écologues diplômés peuvent aussi intégrer des associations et ONG ou opter pour l'indépendance et monter leur propre structure. « Certains font le choix, souvent pertinent, de l'entrepreneuriat », souligne Dr Etienne Bezault. « Ils se spécialisent et peuvent proposer leur expertise aux entreprises et/ou collectivités comme des études d'impact, des suivis ou de l'apport de données scientifiques. »

De plus l'université des Antilles, grâce à son école doctorale Dynamique des environnements dans l'espace Caraïbes-Amériques, permet la poursuite d'études jusqu'au doctorat, pour la formation par la recherche au plus haut niveau universitaire, également dans le domaine de l'écologie.

En Guyane, où l'université est bien plus jeune (2015), la licence professionnelle des métiers des ressources naturelles et de la forêt est « actuellement la formation à bac +3 qui prépare le mieux, en local, aux métiers de l'environnement, de l'exploitation du sous-sol et plus généralement, aux problématiques géo-environnementales », selon Dr Arnaud Heuret (enseignant-chercheur en géologie à l'université de Guyane et responsable de la licence). « Il y a quelques années encore, ces compétences n'étaient pas accessibles aux Guyanais sur leur territoire. Il est donc essentiel de leur offrir la possibilité de se former localement aux métiers liés à la filière minière et de créer des passerelles avec l'une des industries présentes en Guyane. Il s'agit aussi de développer une expertise locale en géosciences afin de soutenir le développement du territoire et d'améliorer la gestion de l'environnement. »

La majorité des intervenants est issue du monde professionnel et les stages et l'alternance font partie du cursus. « Nous avons plusieurs partenaires très moteurs et dynamiques : la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), la Communauté de communes

de l'ouest guyanais (CCOG), la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), la Direction générale des territoires et de la mer (DGTM) et l'Office de l'eau de Guyane », poursuit Dr Arnaud Heuret. « Même si nous formons globalement trop peu d'étudiants par rapport aux besoins, il y a une très bonne collaboration avec les partenaires et une belle dynamique d'embauches à la clé. »

Très souvent, aux Antilles comme en Guyane, cette génération engagée ne se limite pas aux études. Elle rejoint ou s'organise en association pour agir en faveur de l'environnement. Une mobilisation qui témoigne d'une prise de conscience et d'une volonté de faire bouger les lignes.

En conclusion, la filière universitaire Antilles-Guyane en écologie, environnement et géosciences permet, grâce à son adossement à des structures de recherche de niveau international et ses liens directs avec les acteurs du territoire, de former des jeunes à tous les niveaux, licence master et doctorat, qui montrent leur capacité de s'insérer avec succès et de manière très diverse dans nos socio-écosystèmes. Elle mérite donc l'intérêt de nos jeunes et un soutien accru de ses instances et partenaires, pour son développement au profit de l'économie verte.

*INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

« Des besoins, il y en a et il y en aura »

3 questions à

Sylvie Gustave-dit-Duflo, présidente de l'Arbig, agence régionale de la biodiversité des Îles de Guadeloupe.



Selon vous, les formations universitaires en écologie aux Antilles sont-elles adaptées aux enjeux spécifiques du territoire ?

En matière de biodiversité, l'UA est opérationnelle avec une licence Sciences de la vie et de la terre assez bien adaptée. Il manque toutefois, mais la pénurie est mondiale, un cursus en écologie terrestre avec spécialisation botanique. Cette profession, autrefois sans avenir, va devenir extrêmement demandée compte tenu des enjeux environnementaux. Au niveau de l'Arbig, par exemple, nous avons un conservatoire

botanique qui va être amené à s'agrandir dans les deux à trois prochaines années. Les besoins sont là. Nos deux botanistes actuels, spécialisés en botanique tropicale, ont été recrutés au Brésil ! Ce serait donc pertinent qu'une filière se structure dans ce domaine localement.

En matière d'environnement, quelles sont les principales compétences recherchées ?

Nos territoires ont besoin de personnes formées pour de la gestion d'appui aux collectivités, des chefs de projets, des ingénieurs en biodiversité, etc. Les diplômés en master écologie peuvent être d'une grande utilité, par exemple, au sein d'une structure comme notre futur observatoire régional de la biodiversité. Des spécialistes en forêt tropicale sont également indispensables. Prenons l'exemple de Mayotte, qui, à la suite du passage de l'ouragan Chido, début décembre, souffre en termes de biodiversité. Le conservatoire botanique de la Réunion, qui dispose d'un herbier, intervient pour des remises en culture de plantes endogènes afin de relancer la végétation. Ce type de catastrophes naturelles va malheureusement se multiplier, notamment en Outre-mer. D'où l'intérêt d'anticiper et de se préparer. Nos territoires vont aussi avoir besoin de compétences dans le domaine des écosystèmes marins particulièrement impactés par le réchauffement climatique. Au Conseil régional de Guadeloupe, nous sommes en train de travailler sur des projets d'envergure menés sur une dizaine d'années autour de la biodiversité. Donc des besoins, il y en a et il y en aura !

Former des étudiants, structurer des filières... Tout cela prend du temps. Compte tenu de l'urgence de la situation, faut-il se limiter à l'université ?

Cela ne suffit pas, en effet. Au niveau de l'Arbig, nous essayons de plus en plus d'accompagner les associations afin qu'elles puissent monter en compétences, en ingénierie et obtenir des financements. Nous avons besoin d'elles pour une multitude de tâches, comme la surveillance des tortues marines par exemple. C'est finalement la mobilisation de tous, société civile, bénévoles, qui donnera des résultats.

Une génération engagée pour une société et une économie plus vertes

Dans un contexte marqué par l'urgence climatique, la perte de biodiversité et les défis environnementaux propres aux Antilles-Guyane, une génération de jeunes actifs, mobilisés et engagés, s'investit pleinement dans la transformation du tissu économique local.

« Avoir un impact réel sur le futur »

Mayat Charleton-Guitteaud

Mayat Charleton-Guitteaud, 29 ans, est chargée de mission transition énergétique à la Communauté de communes de l'ouest guyanais. Elle coordonne notamment l'élaboration du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Ce dispositif national décliné au niveau des intercommunalités est un programme d'actions visant à l'amélioration de la production d'énergie renouvelable, de la qualité de l'air, à la valorisation de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention des changements et risques climatiques.

« Cette mission me passionne car je sais qu'elle aura un impact réel sur le confort et le mode de vie de la population dans un futur à +4°C. C'est pour moi essentiel de sensibiliser les entreprises comme les citoyens aux répercussions du changement climatique et à l'importance d'adopter une démarche vertueuse ; beaucoup n'en ont pas conscience. » Pour Mayat, le fait d'appartenir à une génération plus informée que les autres sur la problématique environnementale a aussi ses travers. Elle pointe notamment l'« éco-anxiété » dont souffrent de nombreux actifs de son âge. « Ils sont pessimistes et s'interrogent sur l'utilité de leurs actions. » Pour sa part, elle regrette le manque d'investissement des anciens dans la cause environnementale, « alors même qu'ils sont responsables des dégâts actuels ». Elle note enfin qu'il est parfois difficile de faire avancer les dossiers dans le secteur public. « À moins d'avoir un élu engagé dans le projet que l'on souhaite mettre en place, c'est compliqué. Nous sommes encore perçus comme des trouble-fête, des personnes qui ne servent qu'à imposer des contraintes. »

« Nous sommes une génération charnière »

Maitena Jean

Quand on lui pose la question : « Quel projet vous tient particulièrement à cœur ? », Maitena Jean, responsable du service patrimoine pour le Parc national de Guadeloupe, hésite car il y en a plusieurs. Puis, elle se décide pour « protéger ».

« Les suivis réalisés sur nos rivières ont montré qu'il y avait une érosion de la biodiversité. Le projet vise à restaurer les berges de nos rivières grâce à des techniques de confortement utilisant une solution fondée sur la nature : le génie végétal. À la place du tout béton, l'objectif est de restaurer les forêts qui entourent les rivières pour rétablir un milieu plus profitable aux espèces locales, offrir une meilleure santé des écosystèmes tout en protégeant les personnes qui sont en aval des cours d'eaux. »



© Lou Denim

Très investie dans les problématiques locales de préservation des ressources de son territoire, son quotidien consiste à améliorer les connaissances sur les patrimoines naturels, culturels, paysagers, à suivre leur évolution pour proposer des suivis scientifiques adéquats et pérennes. Ses aspirations ? « Nous sommes une génération charnière qui a un engagement politique fort. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent ne fonctionne pas. La quête de sens, le retour à des valeurs culturelles, trouver des solutions indéfectibles en faveur de l'avenir de notre territoire sont les préoccupations qui nous animent aujourd'hui ! »

« Concilier développement économique et environnement dans une démarche gagnant-gagnant »

Naëma Beziat

Docteure en microbiologie marine, Naëma Beziat est chargée de mission pour la surveillance des chiroptères au Parc naturel régional de la Martinique. Elle coordonne le projet Chimagua dont l'objectif est de structurer la surveillance des populations de chiroptères sur les îles de Martinique et Guadeloupe.

« Les chauves-souris sont les derniers mammifères terrestres indigènes des Antilles. Les espèces présentes sur les deux territoires (11 en Martinique, 14 en Guadeloupe) sont protégées. Nous avons besoin d'acquérir plus de connaissances sur ces espèces (effectifs, déplacements, évolution, périodes de reproduction...) pour pouvoir mettre en place des mesures de gestion adaptées. »

Arriver à créer une synergie entre tous les acteurs locaux impliqués, mettre en place des actions efficaces et pérennes afin d'optimiser la conservation des espèces, favoriser leur prise en compte dans les futurs plans de gestion et les politiques publiques, telle est sa mission. « Nos territoires sont des hotspots de la biodiversité. Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences pour faire bouger les choses. Ça commence à venir, même si les relations humaines, c'est toujours très compliqué ! » (sourire)



© Lou Denim

« Les jeunes et les anciens sont sensibles aux questions environnementales »

Catherine Hermant



© Lou Denim

Après avoir fait de la recherche fondamentale en biologie moléculaire et génétique, le Dr Catherine Hermant s'est dédiée à la recherche liée à l'environnement et aux écosystèmes, en Guadeloupe. Elle officie, depuis 2022, à l'Agence régionale de biodiversité des îles de Guadeloupe (ARBIG), où elle est chargée de mettre en œuvre l'Observatoire régional de la biodiversité.

« Avec ce projet, notre ambition est de sensibiliser les politiques publiques et la population afin que chacun, à son niveau, puisse mettre en place des solutions pour préserver et restaurer la nature. On ne peut agir que si on connaît, or le but de l'observatoire est d'apporter des connaissances. » Vice-présidente de l'association de son quartier, elle organise des opérations nettoyage et des ateliers biodiversité pour faire découvrir l'environnement local. « Les anciens y sont très sensibles, car ils ont vu leur habitat se transformer, le béton s'imposer, les arbres et la mangrove disparaître... Ils sont moteurs pour améliorer les choses. Les jeunes sont aussi de très bons vecteurs pour faire entrer les gestes éco-responsables au sein des familles. En revanche la génération des 30-60 est plus difficile à convaincre. Ils n'ont pas le temps de s'impliquer et nous considèrent souvent comme des moralisateurs. » La scientifique se félicite de voir se multiplier les cursus et formations autour de l'environnement et du développement durable. « Cela prouve que de plus en plus de personnes s'y intéressent, nous sommes sur la bonne voie ! »

© Jean-Albert Coopman



« Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature »

Alexy Tissier



©Ronan Liétar

Sur le lac de Petit-Saut (36 000 hectares), Triton Guyane développe un projet innovant de valorisation des bois ennoyés lors de la mise en service du barrage hydroélectrique. Alexy Tissier, 23 ans, est technicien de planification.

« J'interviens en amont de la récolte pour définir où les opérateurs exploiteront et à quelle période. J'assure le suivi et la protection de la faune locale, essentiellement des oiseaux et des loutres géantes, en mettant en place des périmètres de protection. » Sur le territoire depuis l'âge de 6 ans, Alexy a toujours su qu'il travaillerait pour la défense de l'environnement, en Guyane. Après un BTS en gestion et protection de la nature, au lycée agricole de Matiti, il a suivi une licence pro Valoress (valorisation des ressources du sous-sol) à l'université de Guyane. « J'ai rassemblé le côté écologique et

le côté exploitation dans mon cursus car, selon moi, l'un ne va pas sans l'autre si on veut que la Guyane prenne son essor. Mon travail pour l'un des plus gros projets actuels du territoire montre que l'on peut allier développement économique et conscience écologique. » Convaincu d'appartenir à une génération plus éco-responsable que les précédentes, il assure pourtant faire partie d'une minorité en Guyane. « Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature. Mon enfance était tournée vers la forêt, les criques, pas forcément la leur. Lors de mes études, les effectifs ne dépassaient pas cinq ou six élèves. Il faut renforcer l'éducation à l'environnement pour attirer les jeunes vers les filières d'avenir comme l'écologie et l'agriculture responsable. Aujourd'hui, celles qui existent ont du mal à survivre par manque d'inscrits. »

« J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement »

Mathias Diony

« Je travaille principalement sur deux projets. Le premier concerne la sensibilisation à la pêche de loisir pour lequel je développe des outils et une formation sur les bonnes pratiques afin de mieux préserver l'écosystème et diffuser des informations scientifiques. Le second a trait à la brigade d'intervention maritime (BIM), qui a pour objectif la gestion de nos déchets en mer, et dont les missions consistent à recueillir les signalements, effectuer des ramassages en bord et en pleine mer. Depuis janvier 2025, mon rôle, en tant que chargé de mission, est d'accompagner toute l'année une

commune avec la BIM. C'est l'une des grandes actions de l'Asso-Mer (association dédiée à la protection des milieux marins) dont le tour Zépal (Zéro Plastik An Loséan), qui a lieu chaque année, est un des temps forts. Dès le lycée, j'étais sensibilisé aux questions environnementales, mais j'ai ouvert les yeux sur la richesse de notre patrimoine naturel quand j'ai réalisé mon premier stage de master* au parc naturel régional de la Martinique sur le projet ABC. J'ai, aujourd'hui, accès à un havre de connaissances sur la biodiversité en travaillant à l'Asso-Mer, et cela me passionne. Ai-je le sentiment d'appartenir à une nouvelle génération engagée en écologie ? J'ai envie de répondre oui. J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement. Dans mon quotidien, j'ai envie de porter ce message qui consiste à faire attention, respecter plus et polluer moins. Quand je discute avec mes collègues, nous mesurons l'impact concret des actions de l'association, ne serait-ce que les chiffres du ramassage des déchets en mer.

* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).



© Jean-Albert Coopman

« Sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes »



Jolène Rezaire

« Mon engagement en faveur de l'environnement a lieu au cours de mes études supérieures* quand je fais le choix de me réorienter après avoir d'abord envisagé une carrière dans la santé. Le projet ABC (Atlas de la Biodiversité communale) sur lequel je travaille depuis juillet 2024, à la mairie du Lamentin, prévoit un inventaire de la faune et de la flore pour permettre une meilleure gestion des différentes espèces. Nous mettons également l'accent sur la participation citoyenne, en particulier celle des jeunes avec des interventions dans les écoles. Une initiative écologique marquante à l'échelle du territoire ? Je suis particulièrement sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes comme l'iguane rayé qui menace notre iguane endémique. D'ailleurs, on observe aussi actuellement sur l'ensemble du territoire martiniquais une prolifération des lianes de la famille des Ipomées qui font des ravages. Ce sont des sujets qui me touchent en tant que Martiniquaise : comment réussir à préserver notre faune et notre flore ? C'est aussi le sens de mon engagement. Dans mon métier, j'apprécie de collaborer, réussir à allier les actions locales et synergie entre les différents acteurs pour gérer les défis écologiques qui nous attendent. »

* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).



© Jean-Albert Coopman

« Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences »



Jennifer Tocny

Docteure en sciences de l'environnement, Jennifer Tocny, pilote aujourd'hui le programme de surveillance environnementale de la circonscription portuaire, en tant que cheffe de projet en ingénierie environnementale pour le Grand port maritime de la Guadeloupe (GPMG). Sa mission consiste à superviser le suivi de la qualité de l'eau, des sédiments, des espèces et espaces naturels pour évaluer l'état de santé des écosystèmes, anticiper les impacts de l'activité portuaire, apporter des mesures correctives afin de garantir une gestion durable de la biodiversité. Pour l'heure, elle avoue se réjouir de la mise en place d'un site pilote pour restaurer la mangrove dans le cadre du projet Life Adapt'Island, dont elle avait assuré la coordination technique et scientifique à ses débuts.



© Steevy Montout

« Aujourd'hui, la nature se régénère seule. Sur cette parcelle sanctuarisée, nous avons installé notre propre pépinière de palétuviers pour répondre à nos opérations futures. » Ses convictions ? « Au-delà des obligations réglementaires, le GPMG, en tant que gestionnaire des espaces naturels de sa circonscription, a une démarche volontariste en matière de préservation de la biodiversité avec notamment des actions de sensibilisation auprès du grand public. Sur nos territoires, particulièrement impactés par le changement climatique, si nous n'arrivons pas à concilier développement économique et préservation de la biodiversité, nous allons droit dans le mur ! »

« Réussir à faire avancer les projets plus rapidement »



Aurélie Boisnoir

En collaboration avec des organismes nationaux et internationaux, Dr Aurélie Boisnoir, chercheuse en écologie et physiologie des microalgues tropicales à l'Ifremer* de Martinique, travaille sur plusieurs projets de recherche portant sur les problèmes environnementaux et sanitaires, dus à la présence de microalgues. « Bien que la Caraïbe soit la 2e zone la plus touchée au monde par la ciguatera (intoxication alimentaire survenant suite à la consommation de

certaines espèces de poissons), peu de choses sont connues sur les microalgues responsables de cette maladie dans cette région. De plus, l'eutrophisation du milieu marin est un problème en Martinique. Les eaux usées peuvent se retrouver dans le milieu marin ce qui favorise la prolifération d'espèces problématiques pour l'environnement et la santé humaine. » Marraine de l'association « Elles Bougent », elle milite pour inciter les jeunes filles et femmes à s'engager dans les filières scientifiques et techniques, des secteurs où elles sont encore sous-représentées. « Il y a beaucoup de choses à faire dans toutes les thématiques même si la recherche est un véritable parcours du combattant. Il faut oser ! » Son rêve pour son territoire ? « Réussir à faire avancer les projets plus rapidement avec les gestionnaires locaux qui nous sollicitent et nous font confiance, et ne pas toujours accepter les directives prises en France hexagonale car qui mieux que nous savons ce dont notre territoire a besoin ! »

*Ifremer : institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Service public

JOUER COLLECTIF POUR MIEUX-VIVRE ENSEMBLE !

Loïc Tonton achève ce mois d'avril, sa première année aux commandes de la **CARL**. L'occasion d'un bilan, marqué par une indispensable optimisation des services et une intensification des actions communautaires. Objectif : mieux-vivre ensemble !

Texte Anne de Tarragon



Les équipes de la CARL et les élus en visite de terrain à la Désirade. © Guillaume Aricique

En quoi l'optimisation des services a-t-elle été une nécessité durant cette première année ?

Loïc Tonton : Optimiser et remettre en état de fonctionnement les services de la CARL a effectivement été autant une ambition qu'une priorité pour moi, comme pour mon DGS et toutes les équipes, avec deux objectifs principaux : un service public efficace au plus près des attentes des usagers ; une énergie retrouvée au sein de nos services qui effectuent ensemble un travail remarquable. Notre projet d'administration est le reflet de notre devise : un territoire – et une administration – de transitions et de résilience avec une vision partagée au sein des communes membres.

En quoi cette vision partagée a-t-elle permis de mener à bien les projets communautaires sur le territoire ?

L'établissement monte en puissance, ce qui lui permet aujourd'hui de s'imposer comme un acteur incontournable du développement et de

l'aménagement du territoire levantin. À la mesure d'une gestion stratégique et des choix courageux, en tandem avec l'équipe d'élus et les agents, nous sommes en capacité d'intervenir sur de nombreux projets tout en maintenant le niveau de vie de la population. Cela se traduit par l'augmentation des investissements et une fiscalité stable.

Je crois à l'union. « Jouer collectif », c'est travailler ensemble. C'est avoir une administration efficace et efficiente, soucieuse d'offrir des services publics de qualité et de proximité en accord avec les besoins de la population.

Quelles actions concrètes pouvez-vous citer ?

En matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, nous réalisons le curage des ravines à risque et nous installons des repères et avertisseurs de crue, comme à Belle-Plaine. Cette opération sera répétée sur l'ensemble des zones inondables du territoire. La CARL a également décidé d'entamer des opérations coup de poing



La CARL lors d'une visite de terrain, à Saint-François.

en accompagnant la réfection des routes d'intérêt communautaire sur l'ensemble du territoire. Nous agissons en co-construction, avec et pour chacune de nos communes : au Gosier, le Complexe de tennis ATP de Bas-du-Fort ; à Sainte-Anne, la Maison de l'insertion et de l'emploi ; à Saint-François, la Maison de l'entrepreneur ; à la Désirade, la Porte des alizées et le projet de revitalisation de l'est désiradien.

Qu'est-ce qui a permis à la CARL de devenir un établissement dynamique et innovant ?

Nous disposons de moyens de contractualisation, de partenariats clés, et d'une organisation interne qui nous permettent d'être à la pointe de l'innovation en matière d'ingénierie territoriale.

Une CARL innovante, c'est mettre en place un schéma directeur des systèmes d'informations et du numérique pour maintenir le cap d'une administration performante. C'est activer des outils de planification pour poursuivre l'aménagement du territoire et favoriser son attractivité, comme le schéma de cohérence territoriale (SCOT), le plan local de l'habitat (PLH), le plan climat air énergie et territoire (PCAET), le plan alimentaire territorial (PAT), etc. La CARL poursuit ainsi son projet de territoire « horizon 2040 ». Une CARL avant-gardiste, c'est être un EPCI précurseur dans de nombreux domaines, en Guadeloupe. C'est adopter le CFU (compte financier unique) et la « carte achat » pour plus de transparence et d'efficacité. C'est aussi signer des conventions partenariales avec des acteurs engagés pour l'inclusion professionnelle (auto-école solidaire avec l'association Solidarités SOS), ou le retour au pays avec l'association Sciences Ô. Nous menons également une vraie politique d'action sociale avec le

contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, le contrat local de santé mentale et le bus France Services.

Loïc Tonton, président de la CARL et maire de la Désirade
©Guillaume Aricique

« Jouer collectif ! »

La « méthode Tonton » s'est peu à peu imposée dans son efficacité et sa capacité à mobiliser chacun, élu aussi bien communautaire que municipal, en synergie avec le personnel administratif, autour du projet commun de mieux-vivre ensemble.

Environnement

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ANCRÉ DANS LE DURABLE

Entre agroforesterie, valorisation des métiers de la mer et soutien à l'économie sociale et solidaire, la **communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre** (CANBT) développe une stratégie économique ambitieuse et engagée. Entretien avec Adrien Baron, 1er vice-président chargé du développement économique à la CANBT. Texte Sarah Balay



Adrien Baron (maire de Sainte-Rose, vice-président de la CANBT, président de la commission développement économique de la CANBT)

La CANBT mise sur l'agroforesterie comme levier de développement durable. Quels sont les principaux projets en cours ou à venir pour renforcer cette filière ?

Adrien Baron : L'agroforesterie, c'est l'association, sur une même parcelle, d'arbres et de cultures agricoles. Cette pratique ancestrale favorise une utilisation optimale des ressources, soutient la biodiversité et améliore les rendements. Elle illustre notre ambition pour le territoire : un développement économique pleinement ancré dans les savoir-faire ancestraux, garant à la fois de la préservation de l'environnement et d'une production satisfaisante.

Chaque année, des cultures patrimoniales à haute valeur ajoutée sont mises à l'honneur via des manifestations consacrées à la promotion, à la dynamisation et à la professionnalisation de leur filière. Après l'année du fruit à pain et l'année de la vanille, ce sera au tour du miel d'être célébré en 2025. Notre objectif : amener les consommateurs à rencontrer les producteurs et à découvrir leurs exploitations, faciliter l'échange des bonnes pratiques agricoles, et, bien sûr, mettre en valeur les produits eux-mêmes.

De l'organisation d'événements gourmands, qui réunissent les talents de la gastronomie locale, tels que les Saveurs du Nord Basse-Terre, à l'accompagnement des producteurs au salon de l'agriculture, nous nous engageons pleinement.

La Guadeloupe possède un potentiel maritime important. Comment la CANBT accompagne-t-elle le développement de l'économie bleue ?

Nous sommes soucieux de placer la valorisation des ressources naturelles au cœur du développement économique du Nord Basse-Terre. L'économie

bleue est donc l'un des piliers de notre stratégie de développement économique. Le développement des métiers de la mer et du littoral est à la fois un vecteur de création d'emplois, un levier de cohésion sociale et un générateur d'attractivité touristique.

Depuis 2021, la collectivité a ainsi contribué à la promotion des formations et métiers de la mer dans le cadre de forums et villages dédiés, mais aussi à la promotion du dispositif Groupe d'action locale pêche et aquaculture (GALPA), qui vise à renforcer la compétitivité des activités économiques locales liées à la pêche et à l'aquaculture.

Nous n'oublions pas la dimension sportive et nous contribuons à la démocratisation des sports nautiques grâce à la création et à la réhabilitation de bases nautiques et grâce à notre soutien aux compétitions de voile traditionnelle.

« L'économie bleue est l'un des piliers de notre stratégie de développement économique »

Adrien Baron, 1er vice-président en charge du développement économique à la CANBT

Quelles initiatives ou dispositifs la CANBT met-elle en place pour soutenir les entreprises et associations engagées dans l'économie sociale et solidaire ?

La CANBT s'associe à des organismes et réseaux dédiés à l'économie sociale et solidaire tels que le Dispositif local d'accompagnement départemental,

France Active ou la chambre régionale d'économie sociale et solidaire pour renforcer l'accompagnement des investisseurs et des porteurs de projet. Ces partenaires tiennent des permanences mensuelles à la Maison des entreprises et contribuent à favoriser l'émergence d'initiatives conformes aux ambitions écologiques et sociales du territoire.

Nous avons aussi lancé une réflexion autour de la création d'une monnaie locale qui pourrait, si elle rencontre l'adhésion des acteurs locaux, contribuer à inciter les citoyens à consommer auprès d'entreprises et de producteurs du territoire.

La Maison des entreprises du Nord-Basse-Terre : un espace dédié aux entrepreneurs

La Maison des entreprises du Nord Basse-Terre, opérationnelle depuis 2024, est un outil clé pour accompagner les porteurs de projets et les entrepreneurs locaux. Pensée comme un lieu d'échanges et d'innovation, elle propose des espaces modernes et équipés, un incubateur d'entreprises et un réseau d'experts pour soutenir le développement économique du territoire. Grâce à des services sur-mesure et à une connexion haut débit, elle offre un cadre idéal pour travailler, collaborer et faire émerger de nouvelles initiatives.

ENTREPRISES, TRANSFORMEZ LE DÉFI CLIMATIQUE EN OPPORTUNITÉ !

« Le changement climatique représente un enjeu crucial pour l'économie, surtout dans les zones exposées. La Guadeloupe, particulièrement vulnérable, fait face à de multiples risques naturels et climatiques. » Camille Vaitilingon, membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie des Îles de Guadeloupe et président de la commission industrie alerte sur l'urgence d'agir face à ces menaces.

L'augmentation des gaz à effet de serre (GES), en particulier le dioxyde de carbone (CO₂), résulte principalement de la combustion des énergies fossiles. Cette accumulation accentue l'effet de serre, perturbant le climat à l'échelle planétaire. Dans ce contexte, l'adaptation au changement climatique et la décarbonation des activités de nos entreprises guadeloupéennes deviennent essentielles, non seulement pour assurer leur durabilité économique, mais aussi pour préserver durablement notre environnement. Le secteur du tourisme, pilier économique de la Guadeloupe, se trouve en première ligne face aux effets du changement climatique, nécessitant des adaptations urgentes et stratégiques.

DES ADAPTATIONS CLIMATIQUES VITALES AU SECTEUR TOURISTIQUE GUADELOUPÉEN

> **Des impacts directs sur l'activité touristique :** le changement climatique menace directement les infrastructures et les entreprises touristiques en Guadeloupe. Les ouragans plus fréquents et plus intenses endommagent les hôtels, les ports et les routes, entraînant des coûts de réparation élevés et des périodes de fermeture qui impactent la rentabilité. L'érosion côtière et la montée des eaux réduisent l'attractivité des plages, éléments-clés de l'offre touristique. De plus, le blanchissement des récifs coralliens affecte les activités de plongée et de snorkeling, compromettant l'expérience des visiteurs et l'économie locale qui en dépend.

> **Un défi pour la compétitivité et l'attractivité :** dans un marché touristique concurrentiel, l'adaptation devient un atout clé. Les voyageurs sont de plus en plus sensibles aux enjeux environnementaux et privilégient des destinations durables et résilientes. Une entreprise qui intègre des stratégies d'adaptation renforce sa réputation et sa compétitivité. À l'inverse, l'absence de mesures adaptées pourrait entraîner une perte d'attractivité.

> **Des stratégies d'adaptation pour un tourisme durable :** pour faire face aux enjeux climatiques, les entreprises touristiques en Guadeloupe doivent adopter des stratégies d'adaptation telles que la diversification de l'offre (écotourisme, culture, activités moins climato-dépendantes), une meilleure gestion des ressources (eau, énergie, déchets) et la mise en place de plans d'action pour limiter leur exposition aux risques.

DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES SIGNIFICATIFS POUR NOS ENTREPRISES

Camille Vaitilingon confie aux acteurs économiques : « S'engager dans la décarbonation, c'est bien plus qu'un choix environnemental, c'est une opportunité de gagner en compétitivité, d'améliorer son image et de bâtir une entreprise plus résiliente face aux défis climatiques et aux exigences à venir ».

Réduire sa dépendance aux énergies fossiles permet aux entreprises de réaliser des économies de coûts importantes sur leurs dépenses énergétiques.

La compétitivité peut également être renforcée en investissant dans la décarbonation, qui devient un levier stratégique en favorisant l'innovation technologique et en anticipant les attentes d'un marché de plus en plus tourné vers la durabilité.

Enfin, s'engager dans une démarche de décarbonation contribue à l'amélioration de l'image de marque, en valorisant les engagements environnementaux de l'entreprise auprès des clients, des collaborateurs et des investisseurs.

« La CCI des Îles de Guadeloupe accompagne les professionnels dans leur prise de conscience et la mise en place de solutions, depuis la sensibilisation jusqu'à l'audit et la labellisation », informe Camille Vaitilingon.

En 2025, la CCIIG accompagnée d'experts du domaine, proposera tout au long de l'année un programme de conférences, webinaires et ateliers destinés aux entreprises, à travers des actions locales spécifiques ou des initiatives issues du réseau CCI France.

Des webinaires permettront de **sensibiliser les entreprises à la décarbonation**, en abordant des thèmes comme la sobriété énergétique, l'efficacité, l'économie circulaire, les énergies renouvelables ou la RSE, adaptés à tous les secteurs : mobilité, logistique, industrie, bâtiment...

En complément, des webinaires aborderont **l'adaptation des entreprises au changement climatique**. L'objectif est de sensibiliser aux risques climatiques, d'évaluer la vulnérabilité des activités et d'identifier des solutions concrètes pour y faire face. Camille Vaitilingon rappelle : « Au-delà d'une contrainte, ces enjeux représentent une opportunité pour innover, renforcer l'attractivité du territoire et



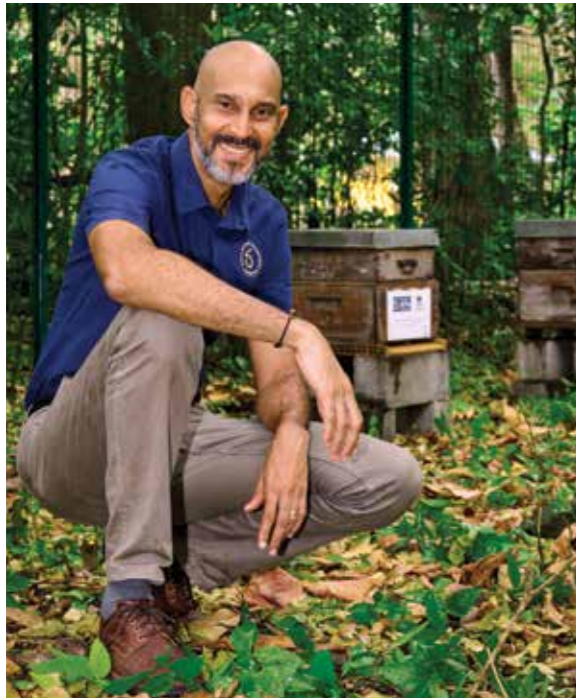
Camille Vaitilingon, président de la commission industrie de la CCI IG
©Lou Denim

garantir la pérennité économique des entreprises. Ils ne peuvent être portés isolément. En agissant ensemble, entreprises, État, collectivités et citoyens peuvent œuvrer pour un avenir où la prospérité économique coexiste avec la préservation de l'environnement ».

Biodiversité

LES ABEILLES BUTINENT À VAL DE L'ORGE !

L'Agence des 50 pas géométriques de la Guadeloupe, accompagnée de la mairie de Vieux-Habitants, a installé deux ruches sur le secteur de Val de l'Orge afin de connaître l'état de la biodiversité en milieu urbain. La gestion de ces ruches est réalisée par les structures Ma Ruche en Guadeloupe et celle de Benoit Foucan-Perafide, ingénieur apiculteur, gérant de la SCEA O Miel. Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim



Rony Saint-Charles, directeur de l'Agence des 50 pas géométriques de Guadeloupe

Créée par la loi du 30 décembre 1996, l'Agence des 50 pas géométriques* est un établissement public national, instrument de coopération entre l'État et les communes. Elle a pour missions principales d'assurer la gestion foncière des espaces urbains de la bande des 50 pas, d'en accompagner le processus de régularisation, de contribuer au relogement de leurs occupants qui ne peuvent être régularisés. « L'Agence dispose aussi d'une compétence en matière de police concernant les atteintes au domaine public sur la zone des 50 pas. Afin d'améliorer le cadre de vie des habitants, elle réalise également les travaux d'accès, de réseaux d'eau potable et d'assainissement sur sa zone de compétences et contribue à des opérations de protection des vies humaines lorsqu'elles sont

menacées par des risques naturels », explique Rony Saint-Charles, directeur de l'Agence des 50 pas géométriques de Guadeloupe.

Une expérimentation originale

L'Agence des 50 pas a entamé un projet d'aménagement sur le secteur de Val de l'Orge, situé sur le littoral de Vieux-Habitants. Sur cet espace urbanisé, elle a souhaité apporter sa pierre à l'édifice en lançant, en novembre 2023, une expérimentation avec l'installation de deux ruches pour avoir une meilleure connaissance du territoire et de l'état de santé du littoral. « Il ne s'agit pas seulement de construire mais aussi de tenir compte de l'existant, de valoriser la biodiversité pour faire en sorte que cet aménagement soit durable tout en étant compatible avec l'occupation humaine. Cette expérimentation a aussi une vocation scientifique car elle va permettre de cartographier les ressources mellifères dans toute la zone », précise le directeur.

Un premier bilan honorable

Les premiers prélèvements effectués sur les deux ruches sont encourageants. Pour preuve, APILAB a classé le site 8e sur les 121 sites étudiés en 2024. « Les premiers retours montrent qu'il y a une qualité floristique sur cette bande. Mais si nous souhaitons assurer la survie des abeilles, il va falloir replanter certaines essences, comme la fougère arborescente. Il nous faut donc agir vite si l'on veut arriver 1er au classement et protéger la biodiversité ! », conclut Rony Saint-Charles.

Si l'expérimentation est reconduite pour 2025, l'objectif est qu'elle puisse être développée sur d'autres sites avec le soutien d'opérateurs comme l'ONF, le Parc national de Guadeloupe et le Conservatoire du littoral. À suivre...

*Cette bande représente 806 hectares sur une bande large de 81,20 m le long du littoral guadeloupéen.



Agence des 50 pas géométriques de Guadeloupe
Cité administrative de Circonvallation
Rue Alexandre Buffon - Basse-Terre
05 90 80 36 50
www.50pasguadeloupe.fr

N°1 - Avril 2025

RIMÉD

Le mag santé qui nous ressemble

PEAU
Le vitiligo, maintenant ça se soigne

PLANTE
Un chardon béni des cieux

DOSSIER SPÉCIAL
Mon diabète je le gère !

By EWAG

Le seul magazine 100 % santé des Antilles-Guyane.
Disponible en pharmacie et lieux de santé.



@Rimédbyewag

Pour recevoir en avant-première toutes les infos du mag santé
SCANNEZ-MOI



Environnement

L'AÉROPORT GUADELOUPE-MARYSE CONDÉ : UN MODÈLE ENVIRONNEMENTAL

La Société aéroportuaire (SAGPC SA), concessionnaire de l'aéroport Guadeloupe-Maryse Condé, s'engage et s'investit pour réduire l'empreinte carbone de ses activités et protéger son environnement exceptionnel. Un plan d'actions concret, combinant préservation, autonomie énergétique et sensibilisation, en est l'outil. Entretien avec Daisy Adelaïde, directrice administrative et financière, membre du directoire, et Mickaël Uger, chef du département maintenance productique et référent transition écologique.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Mickaël Uger (chef du département maintenance productique et référent transition écologique) et Daisy Adelaïde (directrice administrative et financière, membre du directoire)

La transition écologique est porteuse d'enjeux cruciaux pour toutes les entreprises. En quoi sont-ils particuliers pour le secteur aérien, notamment caribéen ?

Daisy Adelaïde : Les aéroports, et au-delà, l'ensemble du secteur aérien sont engagés résolument dans leur nécessaire transition écologique. Ceci est particulièrement indispensable pour nos territoires insulaires, où les activités aéroportuaires sont essentielles tant à la continuité territoriale qu'à l'économie (tourisme). Nos régions sont exposées à des changements climatiques majeurs, à des phénomènes naturels violents, mais aussi à la raréfaction de la ressource en eau et la fragilisation des milieux naturels. C'est à ce double titre que nous mettons tout en œuvre pour décarboner nos activités.

Quels sont les engagements de l'aéroport de Guadeloupe en faveur de la transition écologique ?

D. A. : L'aéroport s'est doté d'une feuille de route en matière de transition écologique, qui se décline en quatre axes stratégiques : réduire l'empreinte carbone de nos activités, augmenter la production d'électricité verte, préserver notre biodiversité et renforcer notre résilience.

Mickaël Uger : Nous menons des actions en ce sens. Citons par exemple, la piste et les infrastructures aéronautiques équipées en LED, la dotation des deux aérogares d'équipements de plus en plus performants énergétiquement, l'installation de panneaux photovoltaïques au P2, comme sur la gare de fret et la gare régionale, l'électrification des opérations au sol des compagnies, ou l'installation de systèmes de récupération des eaux pluviales, de réduction des déchets, de promotion du recyclage, etc.



Afin d'augmenter la production d'électricité verte sur le site de l'aéroport, des panneaux photovoltaïques ont été installés au P2 (photo) ainsi que sur la gare de fret et la gare régionale.

En quoi la sensibilisation des personnels est-elle déterminante ?

D. A. : Elle est primordiale pour la connaissance et la mise en œuvre de notre plan stratégique. Nous avons mis en place en 2024, un dispositif d'intéressement sur 4 années pour nos 182 salariés. Il comporte des critères d'amélioration de performance et de productivité et de qualité, mais aussi un critère de sensibilisation aux enjeux du changement climatique, pour aller vers une prise de conscience collective, économique et écologique. Les salariés accompagnent sur le terrain les naturalistes de l'association « Aéro Biodiversité » lors des inventaires. Nous avons également formé nos cadres à un management durable pour inclure gestes et prises de conscience au quotidien.

M. U. : La certification ACA 3 (Airport Carbon Accreditation), obtenue en 2024, nécessite non seulement que l'aéroport maîtrise et réduise ses propres émissions, mais aussi qu'il joue un rôle actif en encourageant l'ensemble des acteurs de sa plateforme à participer à une démarche collective de diminution de l'empreinte carbone. Nous avons l'ambition d'atteindre le niveau 3+ en 2028, qui nécessite à la fois la réduction des émissions directes et indirectes, mais aussi la compensation des émissions résiduelles pour atteindre, à terme, la neutralité carbone.

Quels partenariats et actions en faveur de la biodiversité, la SAGPC a-t-elle mis en place ?

D. A. : Nous accompagnons déjà le Parc national et l'ONF dans des actions de replantations et de recherche (label bas carbone pour espèces locales). Dans le cadre des travaux d'agrandissement du terminal 1, nous recourons à des mesures compensatoires, mais étudions aussi toutes les possibilités d'avoir un aéroport bioclimatique et résilient.

M. U. : L'aéroport a obtenu le niveau 2 du label « Aéro Biodiversité » en décembre 2024, qui valorise l'engagement dans la préservation et la promotion de la biodiversité. Notre foncier, constitué de mangrove, représente un réservoir extraordinaire de biodiversité : 52 espèces d'avifaune (dont 37 protégées), 80 espèces de flore, dont 7 sont quasi-menacées, 6 espèces d'amphibiens, 26 espèces de reptiles dont 13 endémiques et 9 exotiques. Cela illustre la richesse écologique de l'aéroport et l'efficacité des mesures mises en place pour sa préservation.

« MIEUX S'ORGANISER CE N'EST PAS SEULEMENT GAGNER DU TEMPS, C'EST REPRENDRE LES COMMANDES »

Parce qu'aucune semaine ne se ressemble, Karline Guillaume est passée experte dans l'art de maîtriser son temps. Mieux ! Avec **Level Up FWI**, elle forme désormais les professionnels à ses méthodes, peaufinées sur le terrain.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Skylarkpictures

La 1^{re} vidéo que tu as postée sur le compte Instagram de Level Up, traitait de détox mentale, pourquoi est-il essentiel de commencer par là ?

Parce que notre cerveau n'est ni un disque dur ni un cloud ! (rires) D'ailleurs, je dis systématiquement aux professionnels, en début de coaching, d'écrire ce qu'ils ont en tête avant de commencer. C'est la condition pour avoir l'esprit clair et disponible et créer les conditions pour accueillir de nouvelles méthodes. C'est une façon de structurer ses tâches et ses pensées. Il faut imaginer notre cerveau comme une jauge : elle a ses limites. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de ne pas nous surcharger d'informations. Dès que je suis tentée de retenir quelque chose, je le note. J'ai donc aussi vite compris les limites du papier !

Adieux stylos, carnets et feuilles volantes ?

Je suis navrée pour les amoureux du papier (rires), mais le papier c'est bien pour poser les idées, pas pour piloter efficacement une activité ! Les outils numériques sont bien plus efficaces. Ils permettent de centraliser les informations, de suivre les projets en temps réel ou encore de partager instantanément les notes d'une réunion sans attendre un compte-rendu. Toute l'équipe à le même niveau d'information, cela permet d'être plus réactif.

Quelles sont les méthodes d'organisation que tu classes en haut de ta liste ?

Il y en a deux. La matrice d'Eisenhower que je résumerai ainsi : « L'urgent vole le temps, l'important le rend ». Il est hautement dangereux pour un chef d'entreprise de confondre urgent et important, mais combien sont aujourd'hui capables de faire la différence ? La matrice d'Eisenhower est un outil aussi puissamment simple que puissamment efficace, quand on le met en pratique. La deuxième méthode est celle du time blocking, que je résumerai en empruntant l'expression à Jessy Ambrosine : « Le temps qu'on n'a pas, s'écrit ». En d'autres termes, le temps dont tu as besoin doit être écrit quelque part pour le matérialiser. L'idée est de planifier, dans son agenda, des créneaux dédiés

à une tâche spécifique, avec une redondance. Le time blocking est, pour moi, un concept incontournable. C'est un engagement envers soi-même, envers son entreprise et ses collaborateurs, car il impose une autodiscipline. Sans cette méthode, Level Up FWI n'aurait pas vu le jour !

Justement, comment est né le projet Level Up FWI ?

J'ai pris la décision de lancer Level Up FWI en juin 2024, mais cela faisait déjà quelques temps que le projet germait dans mon esprit, car mes collaborateurs et mes clients soulignaient souvent la rigueur de mon organisation. Et, jusqu'alors, je n'en avais pas conscience. Cette année-là, je suis partie en vacances, après le Festival, me disant que je ferais de ce projet ma priorité à mon retour mi-août. La méthode du time blocking m'a permis d'ancrer le projet dans mon agenda, tous les mardis matin, et je n'ai raté aucune session de travail entre mi-août et octobre, date à laquelle j'ai lancé Level Up FWI. Ce qui me plaît le plus, c'est de transmettre des théories éprouvées sur le terrain, ce qui marche dans les entreprises martiniquaises. Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes de son business. Depuis octobre, j'ai accompagné une trentaine de dirigeants et entrepreneurs et organisé plusieurs masterclass.

Quelle est la prochaine étape ?

Je fais 100 % de présentiel aujourd'hui, mon prochain challenge est de mettre en place des formations digitales. D'ici le 2e semestre, les masterclass basculeront en digital, pour rendre ces méthodes accessibles au plus grand nombre et vulgariser des concepts qui permettent de gagner en clarté et en efficacité. D'ailleurs, l'organisation n'est que la première brique, on parlera personal branding, communication et conseil en événementiel... tout ce qui permet de faire monter le niveau de nos entreprises antillo-guyanaises. Au fond, Ewag et Level Up FWI, c'est comme une évidence, car nous partageons une vision commune : accompagner les professionnels et valoriser les entreprises dans une dynamique d'excellence !

À suivre.



Karline Guillaume, consultante en organisation et fondatrice de Level Up FWI.

Banque

« NOTRE ATOUT, C'EST D'AVOIR UNE PROXIMITÉ EN RURALITÉ »

Après la Martinique, Frédéric Guyonnet, président du **syndicat national de la banque et du crédit** (SNB/CFE-CGC) était en Guadeloupe, du 19 février au 4 mars. L'occasion de faire le point avec lui sur les mutations du secteur bancaire et les spécificités de nos territoires.

Texte Alix Delmas - Photo Lou Denim



Frédéric Guyonnet, président du syndicat national de la banque et du crédit (SNB/CFE-CGC)

Après la Martinique, vous êtes aujourd'hui en Guadeloupe, quel premier constat faites-vous ?

Frédéric Guyonnet : En tant que président du SNB, je rencontre l'ensemble des salariés du réseau bancaire français. Après la Réunion, Mayotte, la Martinique l'année dernière, je suis en Guadeloupe et me rendrai prochainement en Guyane. D'abord l'insularité complique la mobilité. De plus, le secteur bancaire est très féminisé, entre 60 et 70 %. Or, de nombreuses femmes connaissent ici des situations de monoparentalité que l'on ne retrouve pas ailleurs. C'est un vrai sujet pour la mobilité mais également pour repenser l'organisation du temps de travail, notamment le télétravail qui est peu utilisé ici si l'on compare avec l'Hexagone. L'autre grand sujet est bien évidemment le pouvoir d'achat.

La concentration du secteur s'est-elle accélérée cette dernière décennie ?

Le secteur bancaire est en profonde mutation depuis plusieurs années. Les banques 100 % locales n'existent plus. J'ai suivi la fermeture de la Banque des Caraïbes en 2023 ; le Crédit Martiniquais, la Banque de Guadeloupe ou même la Banque des Antilles Françaises ne sont plus. Les banques en ligne disparaissent à leur tour petit à petit. Les six grands groupes bancaires français que sont BPCE, Crédit Mutuel-CIC, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et la Banque Postale représentent à eux seuls 98 % du marché. Aussi, parmi les 10 premières banques européennes, 5 sont françaises. La spécificité de nos banques, c'est un maillage du territoire important. Elles ont cet atout d'avoir une proximité en ruralité et d'apporter de l'attractivité au territoire.

Vous avez publié en début d'année, une enquête triennale sur les risques psychosociaux. Quels résultats prévalent aux Antilles-Guyane ?

Ici plus qu'ailleurs parmi les répondants ressortent le problème du pouvoir d'achat, un manque d'autonomie dans son travail, et les incivilités, plus nombreuses et plus violentes. Le département où il y en a le plus par nombre d'habitants est la Guyane.

A contrario, hors enquête, un point positif ici, est le fort taux d'utilisation des agences bancaires par les clients. C'est positif, car le maillage du territoire, c'est aussi ce qui fait l'emploi. Le secteur bancaire est l'un des plus adaptables à l'intelligence artificielle. Certains métiers disparaissent, d'autres se créent. Le nombre de salariés du secteur bancaire a augmenté de 2 % cette année et 2 % l'année dernière. À l'échelle du pays, ce sont 400 000 emplois.

Nous avons, je crois, un rapport à l'argent différent de celui des anglosaxons, s'ils peuvent traiter des dossiers de crédit immobilier ou de successions à distance ; chez nous, ce n'est pas possible, le contact humain et la confiance sont essentiels, surtout quand il y a des sujets émotionnels.



Quelle que soit la taille de vos colis nous avons toujours la solution !



**TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...**

Banque

POURQUOI S'INTÉRESSER À L'ÉPARGNE SALARIALE ?

L'épargne salariale est un outil dynamique pour attribuer de la rémunération supplémentaire sans augmenter sa masse salariale. Beaucoup de salariés ignorent qu'ils ont accès à ces dispositifs. Le point avec Michel Louisor, directeur de la Caisse de **Crédit Mutuel** de Saint-Martin.

Texte avec notre partenaire

Quelles entreprises peuvent mettre en place les dispositifs d'Épargne salariale :

Toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique ayant au moins un salarié au sens du code du travail

Salariés, dirigeants de PME... qui peut en bénéficier ?

- Tous les salariés, avec la possibilité pour l'entreprise de mettre en place une condition d'ancienneté de 3 mois.
- Les dirigeants mandataires sociaux ou non dans les entreprises de 1 à 250 salariés
- Les conjoints-collaborateurs.

Quelles formes peut-elle prendre ?

Les Plan d'épargne entreprise (PEE) et les Plans d'épargne retraite collectifs (PERECOL) sont les véhicules mis en place dans le cadre de l'épargne salariale.

Comment peuvent-être alimentés les PEE et PERECOL ?

- Par des versements volontaires ;
- Par la mise en place d'accords d'intéressement ;
- Par la mise en place d'accords de participation ;
- Par le versement de la prime de partage de la valeur ;
- Par les transferts de PEE et PERECOL.

PEE, PER... Comment choisir le bon dispositif ?

Nous préconisons la mise en place de PEE et PERECOL car ce sont des dispositifs complémentaires offrant plus de choix aux bénéficiaires (épargnants) et permettant d'optimiser les avantages fiscaux et sociaux.

Le PEE permet d'épargner pour financer des projets à moyen terme (achat immobilier, études des enfants...) et le PERECOL est un plan d'épargne en vue de la retraite.

Qu'est-ce qui différencie intéressement et participation ?

- L'intéressement est un outil de motivation sur

mesure qui va associer le versement de primes à la réalisation d'objectifs définis dans le cadre d'un accord d'intéressement. Les salariés sont donc associés aux performances et aux objectifs de l'entreprise.

- La participation est un dispositif obligatoire à partir de 50 salariés (la loi fixe les conditions de calcul du seuil de 50 salariés) qui attribue un pourcentage du bénéfice aux salariés dans le cadre d'un accord de participation. Les entreprises de moins de cinquante salariés peuvent mettre en place si elles le souhaitent un accord de participation.

Quid des plans d'épargne PEE (Plan d'épargne entreprise) et PER (Plan d'épargne retraite) ?

- Le PEE est une solution d'épargne à 5 ans en années glissantes qui permet aux bénéficiaires (salariés et dirigeants) de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant la sortie anticipée des PEE. Au terme des 5 ans les sommes sont disponibles et exonérées d'impôts sur les revenus.
- Le PERECOL est une solution d'épargne à vocation de retraite constituée sous forme de portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant le déblocage anticipé des sommes placées sur le PERECOL. À la retraite, l'épargnant peut choisir sa sortie : en capital, en rente ou panachage capital et rente.

Quels sont les avantages fiscaux et comment en tirer profit ?

L'abondement de l'employeur est un vrai coup de pouce ! Maximisez votre versement pour en profiter au maximum. L'abondement est la possibilité pour l'entreprise d'effectuer un versement complémentaire au versement de l'épargnant. Cet abondement est versé en exonération de charges sociales dans des limites fixées par le législateur. Il permet un effet de levier pour l'épargnant car il vient gonfler son versement initial et les revenus générés sont exonérés d'impôt à la sortie. Gagnant - gagnant.



Professionnels

Attirez, motivez et fidélisez vos collaborateurs avec nos solutions d'Épargne Salariale.

Les investissements effectués dans les dispositifs d'épargne salariale peuvent présenter un risque de perte en capital.

Contrats souscrits auprès de Crédit Mutuel Epargne Salariale.

Crédit Mutuel Epargne Salariale, Entreprise d'investissement agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Société anonyme au capital de 13 524 000 euros dont le siège social est 12, rue Gaillon - 75107 Paris cedex 02 - 692 020 878 RCS Paris - TVA intracommunautaire FR67692020878, Inscrit à l'ORIAS sous le numéro 17 003 947 (www.orias.fr).

Crédit Mutuel Epargne Salariale est une entité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354.

Assurance

5 BONNES PRATIQUES POUR DÉCLARER UN SINISTRE !

Souscrire une bonne assurance pour protéger toute votre famille est essentiel, mais lorsqu'un sinistre survient, certaines erreurs peuvent retarder l'indemnisation. **Le comité des assureurs des Antilles-Guyane (CAAG)** dresse la liste des cinq actions principales à respecter.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



1. Déclarer son sinistre dans les délais

Vous êtes victimes d'un dégât des eaux, d'un incendie, d'un accident, d'un vol ? Prenez le temps de bien relire afin de connaître le délai de déclaration de sinistre fixé par votre assureur. La réglementation prévoit un délai de 2 jours en cas de vol et 5 jours ouvrés pour tous les autres cas.

Déclarez immédiatement votre sinistre via l'application mobile de votre assureur, par téléphone ou en ligne. ✓

2. Respecter le formalisme exigé

Un dossier mal renseigné ralentit l'examen de votre demande. Excepté en matière d'assurance de dommages ouvrage, il n'existe aucun formalisme pour effectuer votre déclaration de sinistre. Un mail, un SMS, un courrier simple ou un appel téléphonique pourraient suffire. En pratique, mieux vaut effectuer votre déclaration par lettre recommandée avec avis de réception afin de pouvoir apporter la preuve de votre envoi, en cas de contestation.

Rassemblez dès la déclaration les photos, factures, devis, témoignages ✓

3. Compter sur l'expertise de votre assureur

Ne négligez pas l'expertise de votre assureur. Si une expertise est nécessaire et que vous tardez à la programmer, votre indemnisation prendra plus de temps.

Facilitez la visite de l'expert et préparez tous les documents demandés ✓

4. Respecter les conditions du contrat

Le contrat d'assurance obéit aux principes généraux énoncés dans le code civil mais il fait l'objet, en outre, d'une réglementation particulière. Si vous n'avez pas respecté les mesures de sécurité exigées (ex : absence d'alarme pour un vol), l'assureur peut réduire ou refuser l'indemnisation.

Relisez bien votre contrat et suivez les recommandations imposées ✓

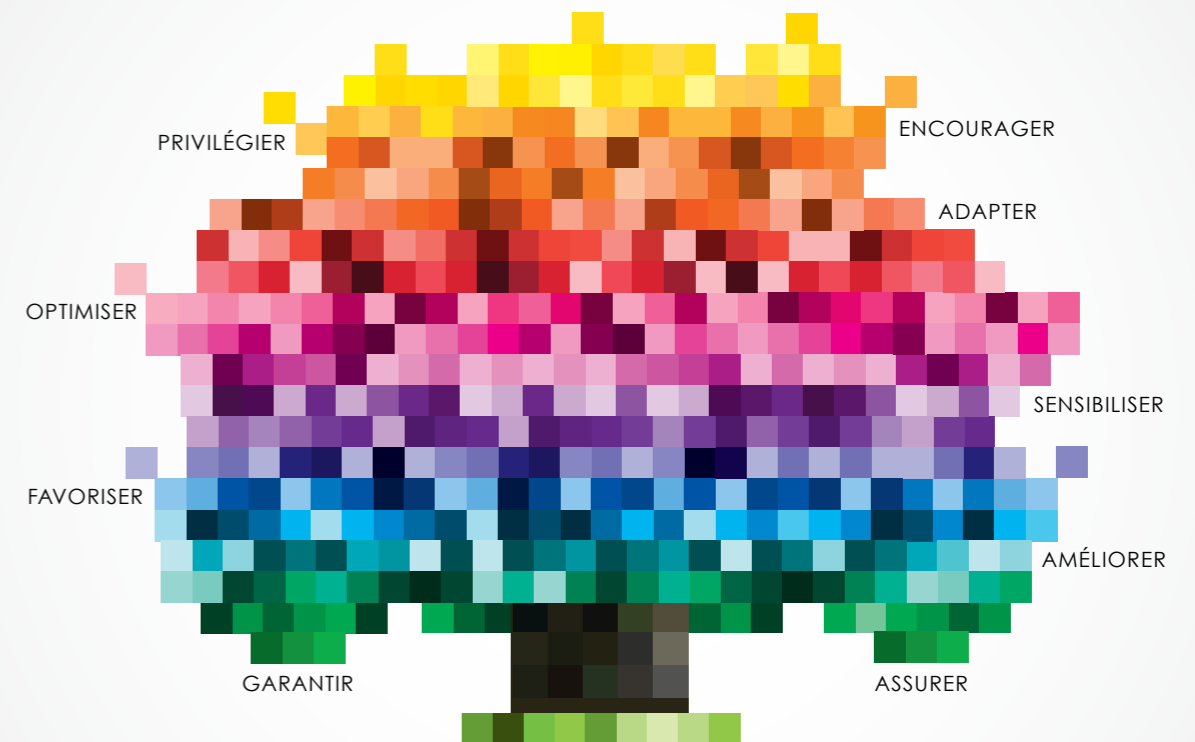
5. Accepter une indemnisation sans vérification

L'indemnisation proposée peut être inférieure aux dommages réels. Une fois acceptée, elle est souvent définitive. Si vous avez un désaccord avec votre assureur, il faut essayer de résoudre le différend avec les services de la compagnie (conseiller, service clientèle). Si le litige persiste, vous pouvez saisir le médiateur de l'assurance ou de la justice.

Vérifiez l'offre, comparez avec vos évaluations et demandez une contre-expertise si nécessaire. ✓

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com



Comité des Assureurs Antilles-Guyane
@Comité des assureurs Antilles-Guyane
secretariatcaag@gmail.com

Carte blanche à bonfilon.info

ET SI ON REMPLAÇAIT LA LETTRE DE MOTIVATION PAR... ?

« Je suis très enthousiaste à l'idée de mettre mes compétences au service de votre entreprise », « Je suis volontaire et motivé », « Je suis convaincue que mes compétences seront un atout pour votre structure », « Il me semble que ce poste est fait pour moi », etc. Vous êtes fatigué de lire ces traditionnelles phrases pleines d'entrain et de confiance en soi dans les lettres de motivation que vous recevez ?

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

Vous êtes frustré à l'idée de rencontrer un énième candidat qui ne correspond malheureusement pas à vos attentes malgré un CV vendeur et une lettre de motivation parfaite ?

Peut-être est-ce le moment de tester des alternatives à la lettre de motivation, qui ne permet pas toujours de présumer de la motivation réelle du candidat et de sa personnalité.

UN FORMULAIRE DE QUESTIONS

Aussi simple qu'efficace, cette alternative permet de ne rien laisser au hasard en posant LES questions auxquelles vous souhaitez une réponse pour présélectionner les candidats. À toutes fins utiles, voici une proposition de trame de questions :

- Qu'est-ce qui vous attire dans ce poste ?
- Qu'est-ce qui vous plaît dans ce secteur d'activité ?
- Quels éléments de votre expérience (académique, professionnelle, de loisirs) seraient pertinents pour ce poste selon vous ?
- Qu'avez-vous pu réaliser de notable qui pourrait être utile pour ce poste selon vous ? (n'hésitez pas à illustrer avec des chiffres et/ou des exemples concrets)
- Que vous imaginez-vous accomplir à ce poste ?
- Comment vous projetez-vous à cinq ans ?

Ces questions étant déjà traitées en amont de l'entretien, celui-ci pourra s'organiser autour d'un cas pratique, d'une mise en situation ou simulation réelle.

UNE PRÉSENTATION EN DIAPOSITIVES

De nombreuses professions mobilisent des compétences semblables, dites compétences transférables : organiser des idées, structurer une prise de parole, gérer des projets, avoir un esprit de synthèse, démontrer une vision créative, à titre d'exemple. Afin de sortir de l'exercice éculé de la lettre de motivation, pourquoi ne pas demander une présentation visuelle ? Cela pourra permettre de tester les compétences transférables du candidat, tout en découvrant son profil de façon plus ludique. Il peut être nécessaire d'indiquer les grands sujets devant apparaître dans la présentation afin de mieux cadrer l'exercice : portfolio, description de projets, recommandations de précédents employeurs, etc.

UN « PORTRAIT CHINOIS » EN VIDÉO

Le format vidéo a l'avantage de permettre au candidat d'incarner son CV et de révéler un peu de sa



personnalité. C'est l'occasion pour l'employeur qui recrute de découvrir le candidat sous un angle un peu moins formel que l'entretien, avant la prochaine étape du processus de recrutement.

Contrairement au formulaire de question dans lequel les candidats peuvent se raconter en longueur, le format vidéo invite lui à être plus concis et direct. Tout comme le portrait chinois d'ailleurs ! Alors pourquoi ne pas s'appuyer sur le meilleur de ces deux formats ? Voici quelques prompts qui pourraient être utilisés et leur intérêt :

- Pour identifier si vous pouvez offrir une expérience similaire : si j'étais une seule de mes expériences professionnelles, je serais... car...
- Pour se projeter dans les projets possibles avec ce candidat : si j'étais un de mes projets les plus remarquables, je serais... car...

- Pour se faire une idée de la connaissance du secteur : si j'étais un concept lié à [secteur d'activité], je serais... car...
- Pour un aperçu de la personnalité : si j'étais une qualité au travail, je serais... / si j'étais une citation, je serais... car...
- Pour un aperçu des valeurs : si j'étais une cause, je serais... car...
- Pour évaluer a minima la compréhension du poste proposé : Si j'étais un animal représentant ce poste, je serais... car...
- Pour les métiers créatifs et de la communication : si j'étais un livre/un film/un réseau social, je serais... car...

Si le recrutement peut être un exercice difficile et décevant, expérimenter ces alternatives à la lettre de motivation pourrait révéler de (bonnes) surprises.



RETROUVEZ PLUS
DE CONTENUS
SUR L'EMPLOI SUR
BONFILON.INFO

bonfilon
by EWAG

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info

Tendance au travail

CHÔMAGE DES SÉNIORS

LA NOUVELLE DONNE

Depuis le 1^{er} avril, les mesures de la convention d'assurance chômage, actée mi-décembre, sont entrées en application. Afin de tenir compte de la réforme des retraites de 2023, de nouvelles règles d'indemnisation impactent les séniors. Texte Sarah Balay - Photo Getty Images



EN CHIFFRES

- > En 2023, **58,4 %** des personnes âgées de 55 à 64 ans avaient un emploi, contre 82,6 % de celles âgées de 25 à 49 ans (ministère du Travail, 2024).
- > Le taux d'emploi des séniors, en France, demeure inférieur à la moyenne relevée dans l'Union européenne, qui est de **63,9 %** (ministère du Travail, 2024).
- > Un senior demandeur d'emploi met **6 mois** de plus à retrouver un emploi (France Travail).
- > D'après le baromètre Landoy-Ifop (2024), **64 %** du panel interrogé juge qu'avoir 50 ans ou plus constitue un inconvénient aux yeux des recruteurs.

Pourquoi cette réforme ?

Cette réforme, applicable depuis le 1^{er} avril, est une conséquence logique du report de la retraite de deux ans, de 62 à 64 ans. Les salariés sont censés rester deux ans de plus en emploi. Il s'agit là de mesures d'économie importantes pour France Travail car, contrairement aux plus jeunes, les séniors épuisent souvent la totalité de leurs droits. Ces nouvelles règles soulèvent toutefois des interrogations, puisqu'elles impactent une population déjà vulnérable face aux difficultés du marché du travail.

L'âge minimum relevé

L'une des mesures clés de la réforme de l'assurance chômage porte sur l'âge d'accès aux dispositifs spécifiques destinés aux séniors. Actuellement fixé à 53 ans, cet âge est relevé à 55 ans. Résultat : les demandeurs d'emploi âgés de 53 ou 54 ans ne

pourront plus prétendre à une durée d'indemnisation prolongée (22 mois et demi) dont ils bénéficiaient jusqu'ici pour compenser le fait qu'il est généralement plus difficile pour eux de retrouver un emploi. Ils sont désormais alignés sur le régime général avec une durée maximale de 18 mois d'allocation chômage. La durée d'indemnisation est de 22,5 mois pour les allocataires de 55 et 56 ans et de 27 mois pour ceux de 57 ans et plus.

Un calcul d'indemnité défavorable

La réforme prévoit également du changement quant à la période de référence utilisée pour calculer les indemnités chômage. Au lieu de 36 mois auparavant, ce sont les 24 derniers mois de salaire (au même titre que tous les autres demandeurs d'emploi) qui seront pris en compte. Le calcul pourrait, dans certains cas, s'avérer moins avantageux.

8 CONSEILS POUR TROUVER UN EMPLOI APRÈS 50 ANS

1. FAIRE DE SON ÂGE UN ATOUT

Qui dit sénior, dit expérience, expertise, stabilité, sagesse, capacité à organiser le travail, à manager les équipes.

2. AVOIR LES BONS ARGUMENTS FACE AUX IDÉES REÇUES

(salaire, nouvelles technologies...) en insistant sur ce que l'on peut apporter à l'entreprise.

3. STRUCTURER SON CV VIA DES BLOCS COMPÉTENCES

(accueil client, gestion de projet, animation commerciale, management...).

4. CIBLER LES ENTREPRISES QUI RECRUTENT DES SÉNIORS

(PME, TPE plutôt que grands groupes).

5. ACTIVER SON RÉSEAU PROFESSIONNEL

via d'anciens collègues ou les réseaux sociaux tels que LinkedIn.

6. SE FORMER AU DIGITAL, pour rester à la page.

7. RESTER OUVERT, élargir son spectre de recherches.

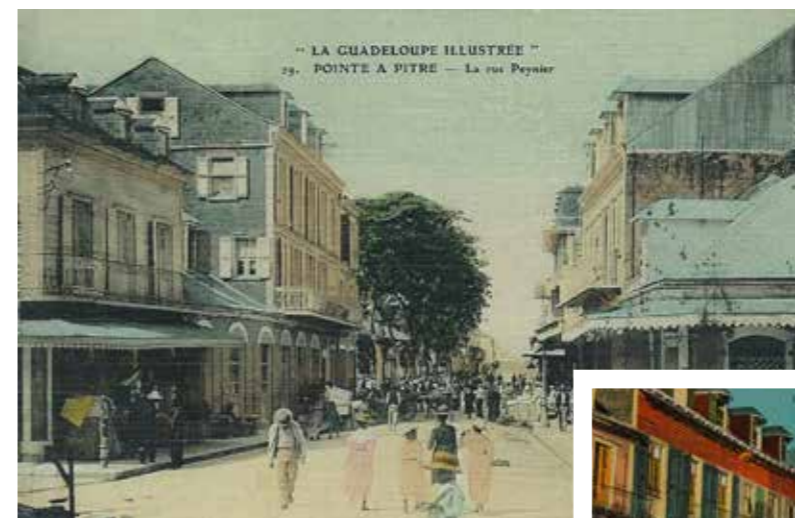
8. SE FAIRE ACCOMPAGNER (France Travail, APEC, associations spécialisées).

(Source : France Travail)

Préserver le souvenir

L'itinéraire du mois s'apparente à une chasse au trésor. Des œuvres précieuses sont enfouies dans les méandres de nos archives territoriales et départementales. Rarement exposées ou parfois disponibles uniquement à la consultation, dans le cadre de recherches, de nombreux documents sont aujourd'hui numérisés et accessibles au plus grand nombre. Collections de photographies ou de cartes postales, correspondance, périodiques et revues, ouvrages historiques et registres plusieurs fois centenaires sont les traces indélébiles de notre histoire, mémoire de notre patrimoine.

Texte Floriane Jean-Gilles



GUADELOUPE LA COLLECTION DE CARTES POSTALES ANCIENNES

Les premières cartes postales illustrées apparaissent, en Guadeloupe, au début des années 1900. 1 916 cartes illustrant les 34 communes guadeloupéennes composent la collection, qui n'est pas close. Artisanat, agriculture, paysages, faune, célébration, individus... les cartes postales sont des chroniques de la vie quotidienne. Entre 1900 et 1901, l'imprimeur Pierrefort, l'éditeur Dolivet ainsi que les photographes Edgard Littée « Phos » et Le Boucher sont identifiés comme les pionniers du secteur. Un peu plus tard, à partir de 1907 jusqu'en 1910, l'éditeur Caillé, installé à Pointe-à-Pitre, édite une collection d'environ 300 cartes intitulée « La Guadeloupe illustrée ».

Archives départementales de la Guadeloupe
Bisdary
97113 Gourbeyre



Quartier de					
NOM	PRENOM	DATE	HEURE	AGE	MARRONAGE
1	Alcal	Genève	1834	20	
2	Alcal	Genève	1834	20	
3	Alcal	Genève	1834	20	
4	Alcal	Genève	1834	20	
5	Alcal	Genève	1834	20	
6	Alcal	Genève	1834	20	
7	Alcal	Genève	1834	20	
8	Alcal	Genève	1834	20	
9	Alcal	Genève	1834	20	
10	Alcal	Genève	1834	20	

GUYANE LES REGISTRES NOMINATIFS D'ESCLAVES

Fin 2023, les registres nominatifs d'esclaves ont été exposés pour la 1^{re} fois, à Rémire-Montjoly. Un patrimoine documentaire exceptionnel, répertorié « Mémoire du monde » par l'UNESCO, qui rassemble l'état civil des esclaves entre 1834 et 1848, les registres de déclarations de marronnage et d'affranchissement. Y sont également consignés les avis de naissances, baptêmes, mariages et décès. Ces registres ont été rapatriés en Guyane en 2022, après avoir été conservés dans l'Hexagone à partir de 1956. Les registres de marronnage consignent des détails tels que le prénom du marronneur, le signalement et les circonstances d'évasion, le nom et qualité des maîtres, le lieu d'où le marron est parti, la date de déclaration du marronnage et, éventuellement, les lieux et date de rentrée, de capture ou de mort du marron, ainsi que le nom du capteur.

Archives territoriales de Guyane
85, avenue Jean-Marie Michotte
97354 Rémire-Montjoly

MARTINIQUE CODE DE LA MARTINIQUE



Le 27 avril 1767, de Peinier, alors intendant de la Martinique, rédige une lettre autorisant l'impression du Code de la Martinique. L'ouvrage est imprimé à Saint-Pierre, sous les presses de Pierre Richard, imprimeur du roi. C'est, à ce jour, le plus ancien ouvrage connu imprimé en Martinique. Un livre aussi rare que précieux de 552 pages, où sont consignés, par ordre chronologique, les actes législatifs de mars 1642 (Edit du roi, concernant l'établissement de la Compagnie des îles de l'Amérique) au 9 novembre 1754 (Arrêt du conseil souverain, concernant les orfèvres). Il y est aussi question de l'église, de l'armée, des finances, du commerce, de la marine, de la justice et de la police. L'ouvrage a été réédité en 1807.

Archives Territoriales de Martinique
19, avenue Saint-John Perse
Tartenson
97200 Fort-de-France



02

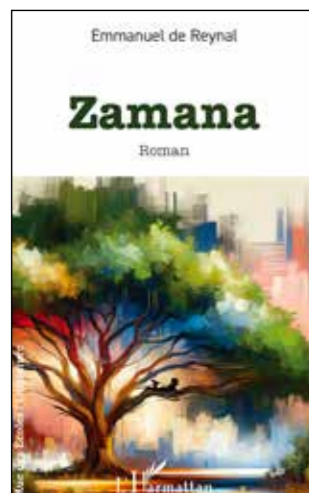
LIFESTYLE

Page à page



LITTÉRATURE
avec Claire Richer

Découvrez la sélection littéraire d'avril, en partenariat avec Zitata TV.



ZAMANA

Emmanuel de Reynal, éditions l'Harmattan, 2024.

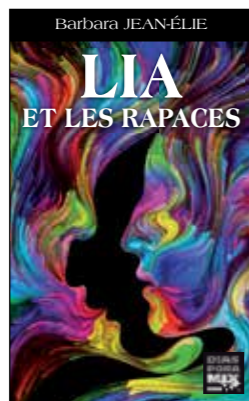
Zamana est le nom d'un arbre majestueux, le roi de la forêt. Celui planté au cœur d'une habitation créole, au début du XIXe siècle, dans le Nord de la Martinique, est l'observateur imperturbable des mouvements de femmes et d'hommes qui se succèdent au fil du temps et animent la propriété, des cycles successifs de croissance et de déclin qui rythment l'économie des habitations, des intempéries naturelles qui ravagent l'île comme les cyclones et l'éruption de la Montagne Pelée. Avec une grande sagesse, le zamana porte un regard curieux, fasciné, quelquefois interrogateur, sur les choix et la vie des humains qui semblent être sans racines. Zamana est aussi un bel hommage aux valeurs de solidarité et d'entraide qui règnent au sein du monde de la nature. Un appel à une prise de conscience pour plus d'écologie et ramener l'humain à plus d'humilité.



LIA ET LES RAPACES

Barbara Jean-Élie, éditions DiasporaMix, 2024.

L'histoire de l'amitié de deux jeunes adolescentes, Lia et Léa, qui se découvrent et évoluent ensemble, à la Martinique, entourées de leurs amis du lycée. Elles sont confrontées aux maux et difficultés de la société contemporaine, comme la drogue, le harcèlement, les réseaux sociaux, les premiers amours. Léa est la meilleure amie de Lia. Mais l'amitié n'est pas une arme absolue contre les rapaces ! Barbara Jean-Élie nous fait partager leurs joies, tourments, interrogations et incompréhensions, au sein de leur univers amical et familial, pour une meilleure compréhension du monde actuel, dans une écriture réaliste et authentique.



HYPALLAGES

Suzanne Dracius, éditions Desnel, 2024.

Hypallages, figure de style littéraire, est le titre choisi par Suzanne Dracius pour son dernier ouvrage. Une façon de mettre en lumière l'histoire de femmes oubliées par l'histoire, des figures de femmes défigurées, transfigurées par le récit : Lumina Sophie, l'héroïne de 19 ans, qui a sacrifié sa vie à sa cause ; Suzanne Césaire, militante féministe, pionnière de l'afro-surréalisme et autrice ; Paulette Nardal, l'inventrice méconnue du concept de négritude ; la controversée Joséphine impératrice des Français et Olympe de Gouges, qui dénonce sans ambages l'esclavage. « J'écris au féminin pluriel, en féminité épanouie, qui n'est pas seulement une féminine attitude et va au-delà du féminisme, étape obligée mais transitoire. La féminité prône la certitude qu'il ne faut laisser personne nous gâcher le plaisir d'être femme », nous explique Suzanne Dracius.



03

LIFESTYLE

La qualité des outils : clé d'une finition impeccable

Un bon artisan sait qu'un pinceau ou un rouleau de qualité fait toute la différence. Car une mauvaise application de la peinture ou du vernis peut nuire au rendu final, créant des traces, des bulles ou un effet inégal.

INSTANT DÉCO
avec Chloé Lasserre



Bois, métal, mur lisse ou texturé : chaque surface requiert un outillage spécifique. Pinceaux à poils naturels pour les lasures, rouleaux microfibres pour une application sans traces, brosses spécifiques pour les effets patinés... Bien choisir son matériel permet d'optimiser le rendu tout en facilitant le travail et en garantissant un résultat propre, homogène et professionnel.

DES OUTILS AU SERVICE DE LA CRÉATIVITÉ

L'outillage ne sert pas uniquement à appliquer une peinture ; il est aussi un allié pour créer des effets uniques. Outre le rouleau et la brosse, qui restent les outils indispensables, il existe différents outils qui permettent de modifier

l'aspect de la peinture. Éponges, brosses à pochoir, peignes à effets... Autant d'outils qui permettent de donner du caractère à un mur, un meuble ou un objet de décoration. Ainsi, la taloche permet de donner un léger relief sur une couche de peinture épaisse tandis que la spatule apporte des nuances sur la couleur, en créant des zones plus claires que d'autres.

DURABILITÉ ET ÉCONOMIE À LONG TERME

Investir dans des outils de qualité permet de les réutiliser sur plusieurs projets. Un bon entretien prolonge leur durée de vie et évite les dépenses inutiles en remplaçant constamment des pinceaux

usés ou des rouleaux de mauvaise qualité qui s'effilochent. Pour la peinture à l'eau, rincer ses pinceaux à l'eau savonneuse suffit ; pour la peinture glycéro (longtemps appelée peinture à l'huile), un produit spécial est requis. Dans les deux cas, les laisser sécher avant de les ranger est indispensable. Et entre deux couches, emballer son rouleau et ses pinceaux dans du film alimentaire conservera leur souplesse jusqu'à la prochaine utilisation.

NE PAS NÉGLIGER LE CONFORT D'UTILISATION !

Un manche ergonomique, une brosse qui retient bien la peinture sans goutter, un rouleau qui glisse sans effort... Ces détails améliorent l'expérience de décoration et permettent d'obtenir un rendu impeccable sans y passer des heures. Par exemple, un manche en bois pour un rouleau ou un pinceau est bien plus agréable à manier qu'un manche en plastique.



LA RECOMMANDATION DE GRANBLEU

GranBleu met à l'honneur une entreprise labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant : Ridremont et Brosserie Nouvelle, qui fabrique tous ses pinceaux et brosses à la main, un savoir-faire qui se transmet depuis 200 ans.



04

— LIFESTYLE

[45 MINUTES]
(ou presque)
pour mieux comprendre

LA PENSÉE DÉCOLONIALE VOUS AVEZ DIT « DÉCOLONIAL » ?

Colonialité, Sud global, pluriversalisme... ce nouveau lexique façonne les contours des pensées décoloniales qui interrogent la persistance des rapports de domination après les indépendances. La playlist de ce numéro interroge le terme « décolonial », qui a suscité la controverse dans le débat médiatico-politique ces dernières années.

Texte Floriane Jean-Gilles



05

— LIFESTYLE

[INTERVIEW]

En balade avec Ludovic Louis

Ludovic Louis co-signe la bande originale du biopic Fanon, en salles depuis le 2 avril. Nous l'avons rencontré, en février, juste avant son concert unique en Martinique. Suivez le guide, et en musique !

Texte Floriane Jean-Gilles



© Stéphane Kerrad

00:00 ————— 43:00



Afrotropiques. Pensées et pratiques décoloniales.
Marie-Yemta Moussanang reçoit Lissell Quiroz à la Gaîté Lyrique

Pour comprendre l'origine du mouvement. Et si vous êtes coincés dans les embouteillages... écoutez tout l'épisode – temps d'écoute totale : 1h35min



12'00

(À partir de 12'12 jusqu'à 24'08)



« La perspective décoloniale critique l'universalisme comme projet impérialiste », propos recueillis par Séverine Kodjo-Grandvaux – Le Monde

Cet article et le suivant présentent les deux postures antagonistes qui ont agité le débat autour des pensées décoloniales. Il est important d'apporter cette contradiction, et nous avons souhaité le faire via le même média.



3'00



Pierre Gaussens, sociologue : « Les études décoloniales réduisent l'Occident à un ectoplasme destructeur », propos recueillis par Youness Bousenna – Le Monde



5'00



Stéphane Dufoix, *Décolonial*, coll. Le mot est faible, Paris, anamosa, 2023 : chapitre 3 « Naissances du décolonialisme » et chapitre 8 « Vers la décolonie »

Toutefois la rédaction vous invite à lire l'intégralité de l'ouvrage si vous avez un peu plus de temps à y consacrer – temps de lecture totale : 1h. Cet ouvrage analyse comment le terme « décolonial » s'est immiscé dans le débat français et lui redonne son sens originel.



15'00



« 7 figures de l'écologie décoloniale » in *Crise écologique. Faire face à l'héritage colonial*, Clea Chakraverty, Léa Dang, Christelle Gilabert et Victoire Radenne (texte), Melek Zertal (illustrations), p. 30-33, Socialter n°66.

Les pensées décoloniales s'appliquent à tous les domaines, un exemple ici avec l'écologie.



8'00



Retrouvez
la playlist
complète

[MADININA] TU VIS ENTRE LES ÉTATS-UNIS, L'HEXAGONE ET LA MARTINIQUE, QU'EST-CE QUI TE RAMÈNE TOUJOURS ICI ?

C'est le pays ! Mes origines, ma terre... même si je suis né et j'ai grandi en Normandie, je suis Martiniquais et fier de l'être. J'ai besoin de revenir, d'être au pays, de m'en imprégner, ma famille est ici. Pour moi, c'est la plus belle île du monde.

[SUNRISE] OÙ AIMES-TU REGARDER LE SOLEIL SE LEVER ?

La dernière fois c'était en Guadeloupe, à Sainte-Anne. On s'est posé sur un rebord de plage. Ce que je trouve majestueux là-dedans, c'est qu'il n'y a pas un bruit hormis celui des vagues... le dieu Soleil se lève et c'est juste incroyable ! En Martinique, c'est plutôt les couchers de soleil que j'aime admirer.

[SUNSET ON THE BEACH] OÙ VAS-TU ADMIRER LE COUCHER DE SOLEIL ?

Sur la plage des Anses d'Arlet. Avec le clocher en toile de fond et la dame qui vend ses chichis, magique !

[WAVES] OÙ AIMES-TU ALLER TE Baigner ?

Il y a tellement d'endroits ! En partant du nord, j'aime bien le Carbet, et la plage de Schœlcher en redescendant, parce que c'est souvent là que je vois mon parrain. Ensuite, l'Anse Mitan, parce qu'on peut faire des longueurs. J'adore la plage des Anses d'Arlet, pour son décor de carte postale, l'anse Dufour, l'anse Figuier, Pointe Marin... Désolé pour la côte Atlantique, mais je suis plutôt côte Caraïbe (rires).

[LE TEMPS] QUEL LIEU EST ASSOCIÉ À TON PLUS BEAU SOUVENIR D'ENFANCE ?

Chez ma grand-mère, au Lamentin, à Roche Carré. Parce que c'est là que je retrouvais mes cousins. Et le

deuxième lieu important pour moi, c'est l'aéroport, quand tu débarques de l'avion, je me rappelle encore de la sensation à l'ouverture de la porte : l'humidité et l'odeur du pays. Ce parcours, de l'aéroport jusqu'aux hauteurs du Lamentin, m'a beaucoup marqué.

[LH TO LA] QUELLE EST LA PLUS BELLE SCÈNE OÙ TU AS JOUÉ ?

Celle qui m'a le plus marqué, c'est la scène de Las Vegas, en 2012, parce que j'ai eu la chance de jouer pour Mohamed Ali et Quincy Jones. Ce n'est peut-être pas la plus belle scène, parce que ça reste une salle de concert, mais les émotions que cette scène et ce lieu m'ont apporté ce jour-là font que c'est, jusqu'à présent, le moment le plus fort de ma carrière.

NDLR : [Morceaux issus des albums de Ludovic Louis, *Rebirth* et *If Everything is written*]

Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les contenus qui vous ont captivés ces dernières semaines. Des thématiques inspirantes, des personnalités marquantes, et des sujets qui résonnent avec nos territoires, (re)découvrez les moments forts qui ont marqué nos plateformes !



LE FILM COUP DE POING MADE IN GUADELOUPE

Tourné ici, raconté par nous, Zion a électrisé son public dès l'avant-première. Suspens, émotions, authenticité : le cinéma ultramarin qui prend aux tripes. Et vous, êtes-vous allés le voir ?

▶ 31,2 k vues
♥ 1,9 k interactions



FACTRICE DU LIEN À MARIE-GALANTE

À Capesterre, Mirella Samson ne livre pas que du courrier : elle crée du lien. Depuis 12 ans, elle relie les gens, avec un mot doux, un sourire, une présence. Un métier du quotidien, un rôle essentiel pour toute une communauté.

▶ 32,2 k vues
♥ 512 k interactions



OSER TOUT À 40 ANS

À 40 ans, plus d'excuses. Karline Guillaume a foncé. Autodidacte, elle a créé son propre festival en Martinique, surmontant le syndrome de l'imposteur et les galères de financement. Une interview qui bouscule et inspire. Version longue dispo sur YouTube !

▶ 43,5 k vues
♥ 1,3 k interactions



@EWAG.FR

LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Cocoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com

Les livres aujourd'hui

Si on vous demande quel est le dernier livre que vous avez aimé, vous allez donner le titre sans préciser si vous l'avez lu en format papier, en format numérique, en format audio, ou même parfois en format BD. Ce qui montre bien la diversité des livres d'aujourd'hui, absolument impensable il y a quelques années, mais peut-on encore parler de « livres » ?

Le format numérique sur « liseuse » est le plus proche du format papier avec une taille presque semblable, et comme la liseuse permet de stocker une grande quantité de livres en un minimum de place, elle possède souvent des dictionnaires intégrés, donc elle propose plus d'informations qu'un simple livre papier. Le livre audio est différent, car il permet au « lecteur », ou plutôt à l'auditeur, de pouvoir effectuer d'autres tâches en même temps : conduire, jardiner ou cuisiner. Mais est-ce que l'écoute d'un livre audio peut être considérée comme de la lecture ? On sait qu'il faut une vingtaine d'années pour former un lecteur compétent, capable de lire 280 mots par minute en les comprenant, mais aura-t-il la même compréhension à l'oral ? Si le sens d'un mot lui échappe il ne peut faire marche arrière... De plus la version audio, tout en gardant mot pour mot le texte d'origine, lui donne une voix, un accent qui peuvent changer le message. La BD est encore différente car elle « impose » ses images au lecteur, tout comme un film inspiré par un livre. En fait, il ne reste que la « trame » du livre d'origine. On devrait dire que c'est une BD « d'après » telle histoire, comme on dit que c'est un film « d'après tel roman ».

On sait que la lecture « traditionnelle » en plus d'enrichir la culture générale, développe de nombreuses facultés cognitives essentielles. Elle stimule la créativité et l'imagination en permettant de visualiser mentalement les scènes et personnages décrits. Elle améliore les capacités d'expression écrite et orale en proposant un vocabulaire riche et varié. Et surtout, elle est l'expression d'un auteur, de sa vision du monde. Pour approcher au plus près de cet auteur, il faut comprendre exactement ce qu'il a écrit, comme il l'a pensé et voulu.

C'est bien ce qu'essaient de faire tous les formats de livres : faire connaître un auteur, mais à des degrés divers. Un livre audio détaillant les sentiments complexes d'un personnage, ne sera pas perçu de la même façon si vous êtes sur une autoroute ou en train d'éplucher un oignon !!! Une BD en noir et blanc, caricaturale vous séduira moins qu'une BD aquarellée, ou bien l'inverse selon le sujet ! Autant de résultats différents à partir d'un même texte.

Cependant il y a un point commun à toutes ces lectures, comme le souligne la belle définition donnée par Victor Hugo : « Lire, c'est boire et manger. L'esprit qui ne lit pas maigrit comme le corps qui ne mange pas » On comprend que l'important, c'est de se nourrir !

Pain, fruit ou caviar, toute forme de lecture sera nourrissante...



Formation

E'W'AG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

“Talents en attente : mode d'emploi”

Un dossier spécial pour valoriser les parcours de formation, de reconversion et les métiers porteurs dans nos territoires.

MAG EMPLOI by bonfilon

La première revue pour comprendre le marché du travail aux Antilles-Guyane

Un nouveau support RH pour explorer les tendances de l'emploi et valoriser les pratiques des entreprises aux Antilles-Guyane, avec un dossier spécial sur le retour au pays.

VIDÉOS

Les Prix de l'Impact ultramarin

Une cérémonie live sur YouTube où un influenceur remet 5 prix à des personnalités inspirantes dans les domaines du business, sport, culture, alimentation et social.

ÉVÉNEMENT

Meetup

Un tour des territoires autour d'une question clé : sommes-nous prêts pour les métiers d'avenir ? Tables rondes et échanges avec des experts en Guadeloupe, Guyane et Martinique.



Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



Quand Mia a l'âge de son premier portable. Quand il faut absolument envoyer son dossier d'inscription avant minuit. Quand on ne sait pas comment fonctionne ce téléphone. Quand on est coupé du monde et qu'il faut donner des nouvelles. Quand on a cliqué un peu trop vite mais que c'est trop tard. Quand les plans de ce week-end tombent encore à l'eau. Quand la distance n'est plus une barrière. Quand on partage un moment avec quelques amis. Quand on voudrait décrocher mais qu'on ne peut pas raccrocher. Quand on est content d'être enfin chez soi, mais qu'on ne peut pas vivre sans wifi. Quand tout est coupé mais qu'on ne veut pas perdre le fil. Quand on tire parfois la langue pour se faire comprendre. Quand on ne veut pas être à l'arrêt en attendant le bus. Orange

est là